

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 60 - mai-juillet 2019

15^e année

Prix libre

COBAYES DE TOUS LES PAYS



CONNECTEZ-VOUS

Procès d'un gilet jaune le 29 mai au tribunal de Guéret

DANIEL GARGAUD, un des Gilets jaunes initiateurs de l'occupation du rond-point de la Croisière, comparaitra, le mercredi 29 mai à 14 h, devant le tribunal de Guéret.

Il est inculpé d'outrage à agent, de menace de crime ou délit contre des gendarmes et de violence sans incapacité avec arme. Des faits passibles, au maximum, d'une peine de 5 ans d'emprisonnement.

Le 5 février, à Guéret, lors d'une manifestation, il aurait commis des outrages à l'encontre d'une policière (un doigt d'honneur et des termes outrageants comme « fliquette »). Les faits ont été enregistrés par une « caméra piéton », un petit dispositif accroché aux uniformes des policiers.

On lui reproche également des faits commis le 24 novembre 2018 au rond-point de la Croisière, à Saint-Maurice-la-Souterraine : des outrages sur un gendarme adjoint volontaire, des menaces de crime ou délit (il l'aurait menacé de violences) et des violences sans ITT avec arme (il aurait levé un bâton).

Daniel paraîtra en tant que GJ, mais il est aussi ex-président des motards en colère 23, et connu entre autres des services de police pour avoir été un activiste syndicaliste dans le mouvement des transports, dans celui des chômeurs en 1997/98, au sein de la CGT chômeurs, présent dans différentes luttes sociales (GMS, etc).

Bref un bouc émissaire sur mesure.

La disproportion entre les faits reprochés et les peines encourues est, encore une fois, significative du contexte actuel de dérive autoritaire du pouvoir et il est clair que ce procès sera politique.



Non au parc d'attraction de Chauffaille

DIDIER HODIAMONT, homme d'affaires belge, porte, depuis 2015, un projet de parc d'attraction autour de la musique sur les 150 ha du site de Chauffaille à Coussac-Bonneval en Haute-Vienne.

Le parc Melofolia comprendrait notamment six ou sept instruments géants, quarante et une « attractions musicales », un « tunnel amoureux », un spectacle nocturne, un petit train qui s'arrêtera au cœur d'un piano géant, un « potager musical » et autres attrape-nigauds dans le plus pur style Disneyland. Les travaux devraient commencer en 2020 et l'ouverture est prévue en 2021.

Dès 2015, des voix ont critiqué ce projet dont celle du poète et chanteur occitan Jan Dau Melhau : « [...] Peut-être viendra-t-on me demander, comme dernier des Mohicans pour, en blouse et sabots, aller de ma vieille amuser la galerie contre quelques cacahuètes au pied des piano et autre violoncelle aussi dérisoires que colossaux. Allons Limousins, faites-moi mentir, levez-vous contre cette folie dont la conséquence serait à l'évidence le saccage du site mais aussi le saccage du pays. Ne vous laissez pas prendre à ce énième miroir aux alouettes et ne soyez pas victimes, une fois de plus, de ce « 'chabatz d'entrar » dont on nous fait

armoiries, dont on use et abuse, et qui fait qu'en Limousin, c'est journée porte ouverte tous les jours que Dieu fait, on y entre comme dans un moulin, avec le grain le plus douteux ! »

Aujourd'hui Jan Dau Melhau et Brigitte Fleygnac lancent cet appel :

« Pour montrer notre opposition absolue au projet de parc de loisir à Chauffaille, nous ferons au mois de mai un jeûne public du vendredi 17 au lundi 20 au matin. [...] Nous pensons que l'aboutissement de ce projet serait en tout, quels qu'en soient les modalités ou aménagements, une catastrophe irréversible pour le site de Chauffaille et tous ses alentours. [...] Nous invitons les gens à y réfléchir sérieusement tant qu'il est encore temps, à venir discuter avec nous pendant ces trois jours. [...] Il faut qu'à l'issue de ces trois jours, les promoteurs de ce projet et leurs soutiens politiques, sachent qu'une réelle opposition existe et qu'elle n'abdiquera pas.

Nous serons à Coussac, dans la cour de la gare. Le samedi une marche symbolique, partant à 15 h du château de Bonneval, nous mènera jusqu'à celui de Chauffaille. »

Grâce à la fibre, un avenir radieux

La fibre, c'est bénéficier d'un débit plus rapide, échanger des données à la vitesse de la lumière, et dans toute la maison. Grâce à la fibre, l'ensemble de la famille est en ligne simultanément : maman fait ses courses sur le drive, pendant que papa consulte les résultats sportifs sur sa tablette, que les enfants jouent au dernier jeu vidéo et que le petit dernier regarde son dessin-animé préféré en ultra haute définition sur la télé.

Lu dans *La Creuse* n° 75 (mars 2019), magazine du Conseil départemental de la Creuse, qui, par ailleurs, finance une campagne de pub dans le métro parisien, intitulée « *Creuse, destination déconnexion.* »

Sans commentaire !

Refuser le compteur Linky

« **ENEDIS nous prend pour des cons avec son compteur intelligent.** » *C'est, en gros, ce que dit la Cour des comptes. Bref récapitulatif des raisons de refuser l'installation.*

D'ABORD PAR BON SENS, car pourquoi remplacer 35 millions de compteurs (dont la plupart fonctionnent très bien et peuvent encore fonctionner des années) pour des compteurs Linky dont la durée de vie n'est guère supérieure à 10 ans ?

Cela bien sûr aux frais des abonnés contrairement à ce que prétend ENEDIS : « L'installation du compteur serait aujourd'hui gratuite, mais si on le refuse, il deviendrait par la suite payant, environ 250 €. » Or tous les abonnés paieront de toute façon, via la facturation habituelle, le coût global des appareils et de leur installation (plus de 6 milliards d'euros). Ce que confirme la Cour des comptes, dans son rapport du 7 février 2018, qui parle d'un dispositif « coûteux pour le consommateur mais avantageux pour ENEDIS ». Elle souligne également le fait que « la loi ne permet pas à ENEDIS d'installer ses compteurs Linky sans le consentement des usagers ».

L'installation n'est pas obligatoire et on peut donc s'y opposer. Ce n'est pas l'extrême gauche anarcho-écologique radicalisée des Hauts-Plateaux de la Cordillère du Limousin qui le dit, c'est la Cour des comptes !

Il faudrait ajouter à cela le fait que son installation a, entre autres objectifs, de collecter, pour ENEDIS, de manière intrusive, nos données personnelles à des fins commerciales, au risque même d'être piratés.

Le Linky n'est pas fait pour qu'ENEDIS, ni l'ensemble du lobby de l'énergie, vende moins d'électricité. Bien au contraire, il s'agit de faire toujours plus de profit, en produisant toujours plus (énergie renouvelable, plus nucléaire, plus pétrole, plus gaz, plus charbon, plus...) et en faisant des économies sur le social (suppression de postes chez ENEDIS pour les relevés, changement de puissance, etc.).

Sans oublier les atteintes à la vie et à la santé que représente le Linky :

– risques d'incendies accrus, soit pas la mauvaise installation par des sous-traitants ? Ou par l'inadaptation des appareils et réseaux électriques des habitations ? Par une mauvaise conception de l'appareil ? (preuve à la charge des abonnés tandis que les assurances, par prudence, n'assurent plus les risques liés à ces compteurs) ;

– augmentation des champs électromagnétiques (courant porteur en ligne, concentrateurs, antennes GSM, etc.) rendant la vie impossible aux personnes devenues sensibles.

Pour toutes ces raisons et d'autres sûrement¹, nous pouvons et devrions nous défendre.

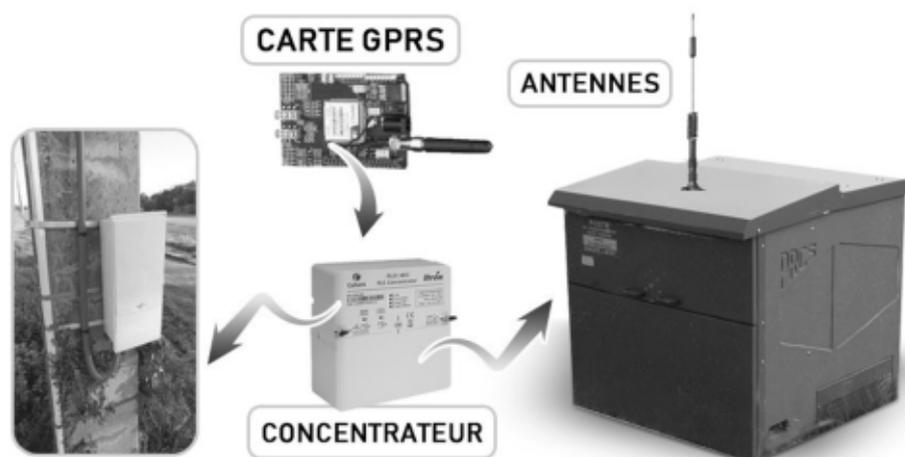
Une campagne massive d'installations de ces compteurs est programmée pour 2019-2020 dans nos campagnes creusoises. On peut connaître le calendrier des installations par commune sur le site d'ENEDIS.

Il est encore temps de réagir, individuellement (par l'envoi d'une lettre de refus) mais surtout collectivement. À Saint-Silvain-sous-Toulx, à Gentioux, à Boussac-Bourg (et peut-être ailleurs en Creuse), ont eu lieu, ce printemps, des réunions publiques à l'initiative d'habitants rassemblant chacune plus de 30 personnes. Elles permettent la création de collectifs anti-Linky communaux invitant les habitants à signer une lettre collective de refus, adressée à ENEDIS, au conseil municipal et à l'installateur sous-traitant. Cela permet également la création d'un réseau d'alerte téléphonique local mobilisable en cas d'installation forcée. Dans chaque commune, il suffit de quelques habitants qui se mobilisent pour organiser une réunion publique, faire une lettre de refus collectif et ainsi élargir le refus de commune en commune². À Saint-Silvain-sous-Toulx nous avons, en moins d'un mois, réuni plus de 40 signatures sur une centaine d'abonnés.

Organisons-nous, ensemble nous sommes plus forts.

CHRISTOPHE

1. Cf. <http://grenoble-anti-linky.eklablog.com/>, par exemple.
2. Quelques contacts locaux : stopleftky23@framalistes.org et stopleftky23@gmail.com



ENEDIS installe actuellement les concentrateurs et leurs antennes en Creuse

Victoire de Gabriel Dufils contre l'administration agricole

La traçabilité mise en accusation

HUIT ANS APRÈS LE DÉBUT d'un acharnement administratif contre Gabriel Dufils, paysan dans l'Eure avec sa compagne Tomomi, son combat intransigeant s'est conclu par une victoire. Huit ans de combat qui ont fini de démontrer la réelle ambition du système de traçabilité administrative, qui ne sert qu'à éliminer les fermes qui résistent à l'industrialisation.

Depuis le 24 juin 2011 et un contrôle illégal de la DDCSPP¹ sur sa ferme, les vaches de Gabriel Dufils ont été interdites de tout mouvement et privées de leurs papiers d'identité. Huit ans sans avoir d'autre droit que celui de soigner un troupeau qui s'est agrandi, passant de 4 à 18 bêtes, sur 4 hectares devenus bien étroits pour les accueillir et les nourrir.

Cette histoire démontre, comme celle de Jérôme Laronze – éleveur de Saône-et-Loire, assassiné par les gendarmes en mai 2017 à la suite d'un acharnement administratif similaire – combien le système de gestion par les normes, mis en place par l'administration agricole, ne vise pas à garantir une quelconque sécurité sanitaire mais bien à industrialiser l'agriculture.

Un acharnement administratif pour éliminer une ferme hors des normes industrielles

Quand les contrôleurs de la DDPP débarquent sur sa ferme en 2011, ce ne sont pas seulement les 3 boucles qui manquent aux oreilles de 3 vaches qui déclenchent un acharnement à son encontre. Ce qui saute aux yeux de ces fonctionnaires d'État, c'est surtout une ferme diversifiée où se côtoient oies, poules, moutons, vaches, fruits, légumes, cidre, jus de pomme, soja, blé panifiable, etc. : un véritable pied de nez au système industriel ultra-spécialisé, dont ils se posent en garants. Ils en ont perdu leur latin procédural, incapables d'y reconnaître ce qu'ils nomment habituellement « exploitation » et « chef d'exploitation ».

Malgré soixante ans de modernisation administrative et industrielle, il existe encore une ferme et un fermier dans l'Eure.

La ferme de La Sentelle est une insulte au volontarisme d'État qui consiste à éradiquer la paysannerie et tout ce qu'elle porte d'autonomie et de liberté.

L'administration ne pouvait également considérer que comme une anomalie suspecte le fait que, depuis des années, les vaches de Gabriel donnaient naissance à des femelles dans 80 % des cas. Il était impossible pour ces fonctionnaires de considérer ce résultat

comme celui d'un savoir-faire paysan là où les laboratoires de génétique animale s'échinent avec des moyens technologiques et financiers démesurés à obtenir des résultats guère plus probants?

Au contraire, l'administration n'a voulu nourrir que ses soupçons de commerce illicite de veaux.

Les agents ont bien failli s'étrangler devant sa fromagerie fermière construite avec peu de moyens mais ô combien efficaces, et dont les apparences font scandale face aux injonctions hygiénistes dont ils sont les promoteurs invétérés pour s'assurer qu'il ne reste plus sur le marché que des fromages insipides de Qualité industrielle.

Plus surprenant encore, ils sont tombés sur des paysans qui ne se soumettent pas. Pire même, des paysans qui ont eu l'affront de se défendre de l'administration sur son terrain, celui du droit, et de gagner devant les tribunaux.

Des paysans qui s'entêtent à défendre la légitimité et la loyauté de leurs pratiques, des paysans qui dénoncent la supercherie du système d'identification-traçabilité au service des intérêts de l'industrie agro-alimentaire.

L'acharnement que Gabriel Dufils a subi ne relève pas seulement du zèle d'un fonctionnaire ou d'une procédure administrative froide et implacable. C'est d'abord une attaque politique contre un modèle de petite ferme familiale de production alimentaire locale, libre et hors des normes industrielles.

L'administration démontre elle-même l'absurdité de ces propres normes de traçabilité

Après le constat d'anomalie lié aux 3 boucles manquantes sur 3 jeunes génisses en 2011, la procédure administrative normale consistait, après vérification des documents, à apposer les boucles, chose qui se fait couramment sans qu'il n'y ait matière à scandale, et qui, dans le cas de Gabriel, lui a été refusée.

C'est l'une des nombreuses irrégularités de l'administration dans cette affaire. Ce choix de sa part montre bien qu'elle voulait étrangler la ferme de la Sentelle et en aucun cas la régulariser.

Gabriel a beau avoir posé ces boucles lui-même aussitôt après le contrôle, rien n'y a fait.

À la bonne volonté a été opposée la volonté de nuire d'une administration consciente des intérêts industriels qu'elle défend.

Le système d'identification, en France et en

Europe, repose sur des formulaires, des cartes, des passeports, etc. Mais plus centralement encore, il repose sur les déclarations faites par les éleveurs à l'administration concernant les naissances et tous les mouvements d'animaux, à l'arrivée et au départ d'une ferme. Le système est entièrement basé sur ces déclarations, que l'administration peut venir vérifier à tout moment. Dans le cadre de la procédure imposée aux éleveurs, l'administration n'a aucun moyen légal de mettre en doute leurs déclarations.

Arbitrairement, dans le cas de Gabriel, à partir de 2011, l'administration a considéré, sans contrôle et illégalement, toutes les déclarations de naissance comme suspectes et a bloqué pendant huit ans tous les papiers d'identité des veaux issus des 3 vaches après 2011.

Elle a fait ici la démonstration qu'elle décide à sa guise et arbitrairement d'appliquer ou non la loi.

Maints exemples montrent que, quand par hasard le système de traçabilité épingle des fraudes commises par de grands groupes agro-alimentaires, les administrations étouffent les affaires?

Face à cette supercherie, il ne s'agit pas pour nous de défendre un système d'identification-traçabilité plus « fiable ». Tous les moyens technologiques au service d'une société totalitaire n'empêcheront pas les fraudes, et surtout n'empêcheront pas le modèle industriel de prospérer. Au contraire.

Nous voulons dénoncer un système de traçabilité qui ne sert qu'à fabriquer une confiance artificielle auprès de consommateurs qui auraient tant de raisons d'être dégoûtés par la Qualité industrielle des productions alimentaires.

La seule traçabilité qui vaille – mais il s'agit alors d'autre chose –, c'est le rapport direct entre producteurs et mangeurs. Le reste n'est que mensonge publicitaire mis en scène par l'administration au service de l'industrie agro-alimentaire.

L'administration s'assoit sur ses propres lois

Dans cette affaire, en huit ans, outre la démonstration de l'aberration du système de traçabilité, l'administration a fait preuve d'un volontarisme forcené pour enfreindre les lois dont elle est la garante : rétention de documents, non-application des décisions du Conseil d'État, prélèvements génétiques illégaux sur les vaches, interprétation fraudu-



Attaque d'un homme d'armes isolé par des paysans (second volume des *Chroniques d'Angleterre* de Jean de Wavrin, XV^e siècle)

leuse des résultats, dissimulation des résultats, courriers avec accusés de réception qui disparaissent, déclarations diffamatoires, mise en danger de la santé des animaux et de paysans par le blocage arbitraire du troupeau, etc. L'acharnement n'est pas un « vice de procédure », c'est une pratique habituelle que l'administration s'autorise, au mépris de la loi, pour arriver à ses fins.

Pour des solidarités collectives hors de la cogestion syndicale

La victoire contre l'administration, marquée par la restitution des cartes d'identité de toutes ses vaches, en ce début du mois de mars 2019, Gabriel la doit avant tout à sa ténacité et à la certitude inébranlable d'être légitime et juste dans ses pratiques paysannes.

Cette victoire est aussi celle d'une solidarité enclenchée à l'été 2018 par le collectif d'agricultrices et d'agriculteurs contre les normes.

Alors que les syndicats, tous pris dans le système de cogestion des politiques agricoles avec l'administration, étaient occupés à défendre la traçabilité, nous avons tenté de perturber le travail de sappe de cette administration en occupant la DDPP d'Évreux le 17 octobre 2018. C'est cette action qui a manifestement poussé la préfecture à reprendre le dossier en main et à regarder de plus près l'illégalité de l'acharnement dont a été l'objet Gabriel. Nous n'étions que 80 lors de cette occupation, mais son résultat doit

nous convaincre que ce type de rapport de force est le seul chemin empruntable pour sortir du sentiment d'impuissance qui étouffe les campagnes.

Dans la situation de surcharge de travail imposée par le blocage administratif du troupeau de vaches, ce que la solidarité collective a également pu apporter, c'est des coups de main sur la ferme.

Avec ces pratiques, nous entendons reprendre les luttes paysannes là où elles se sont arrêtées quand tous les syndicats ont accepté de devenir des rouages d'une administration qui a toujours besoin de cautions pour poursuivre son travail d'élimination de la paysannerie et de promotion de la Qualité industrielle estampillée « bleu-blanc-rouge ».

Quant à la traçabilité, l'affaire doit enfin être entendue : ce sont les industriels qui ont besoin de la régulation d'une administration pour fabriquer une confiance artificielle auprès des consommateurs et faire passer la merde industrielle pour des produits de Haute Qualité.

Pour notre part, nous n'avons pas à avoir honte de nos produits et notre plus belle reconnaissance provient de celles et ceux qui mangent nos produits et en redemandent.

LE COLLECTIF D'AGRICULTRICES
ET D'AGRICULTEURS CONTRE LES NORMES
Le 31 mars 2019

Nouveau combat : Michel en procès mardi 30 avril 2019 au tribunal de grande instance de Dijon

L'activité d'élevage de vaches charolaises et d'ovins de Michel, quoique trop chargée en heures de boulot et très importante en nombre d'animaux et d'hectares, s'est déroulée correctement pendant 10 ans avant que les baisses des prix agricoles ne fassent plonger ses comptes trop fragiles à cause entre autre des dépenses de mises aux normes obligatoires et qu'adviennent, en conséquences, des difficultés familiales en 2015. Des systèmes agricoles comme le sien ne supportent pas d'obstacles.

Rapidement Michel se rend compte que cela devient trop compliqué de maintenir le même rythme, il demande donc de l'aide à la MSA (Mutualité sociale agricole : la sécu agricole), à qui il, et nous aussi, payons des cotisations pour être soutenus en cas de difficultés. Il n'y aura non seulement pas de réponse de la MSA mais, à la place d'une aide, c'est un signalement que fait cet organisme « qui est au service des agriculteurs », signalement qui pour « répondre aux difficultés » va engendrer des contrôles administratifs sur la ferme de Michel ! L'administration a clairement décidé de broyer cette ferme et ses habitants, elle s'acharne pour faire craquer mentalement Michel et sa compagne, et les vautours sont prêts pour les dépecer et encaisser au passage amendes, indemnités et dommages (la DDPP, l'agente DDPP, l'OABA (Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs), ces derniers vivant d'ailleurs du racket des éleveurs). Tous ces organismes auront chacun un avocat au procès pour demander des indemnités.

Nous appelons à soutenir cet éleveur en lui écrivant, en parlant de sa situation autour de vous. Nous ne serons plus seuls dans nos activités et nos vies face à l'administration et à la justice.

COLLECTIF HORS-NORME (hors.norme@riseup.net)

1. Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, anciennement dénommée « services vétérinaires ».

2. En favorisant le calcium et le magnésium au détriment du potassium et du sodium dans l'alimentation, et particulièrement au moment des chaleurs, les spermatozoïdes femelles seraient favorisés ; pour connaître l'explication, adressez-vous à dieu en attendant une explication humaine.

Le moment de l'insémination aurait aussi son rôle à jouer dans la mesure où les spermatozoïdes mâles sont plus rapides mais moins résistants, désolé pour les tenants de l'égalitarisme ; déjà à ce stade, nous sommes tous plus ou moins forts. Donc les premiers arrivés seront déjà morts avant l'arrivée du bel ovule, si l'insémination a eu lieu assez tôt.

Voilà pour les principes, après il faut mettre en pratique, ce n'est pas toujours facile mais, depuis vingt-cinq ans, Gabriel y est parvenu en continu et assez bien. Les dix dernières naissances : 8 femelles et 2 mâles.

3. Voir comment la DDPP des Côtes-d'Armor a tenté d'étouffer en 2018 l'affaire d'une livraison d'aliments pour vaches contaminés avec des antibiotiques interdits fournis à un éleveur par le groupe industriel Triskalia ; avortement, saignements de nez intempestifs, lait contaminé aux antibiotiques, etc., auront fait dire à l'administration devant l'éleveur : « Si l'on devait chaque fois s'inquiéter de ce genre d'affaire... »

Entretien avec Jean-Paul Mazure

Si vous voulez en apprendre sur la culture occitane et les luttes qui y sont liées, allez donc sonner chez Jean-Paul. Instruisou à la retraite, fin connaisseur de l'occitan limousin, il est intarissable sur le sujet.

Creuse-Citron : Pour commencer, peux-tu nous parler de ton parcours ?

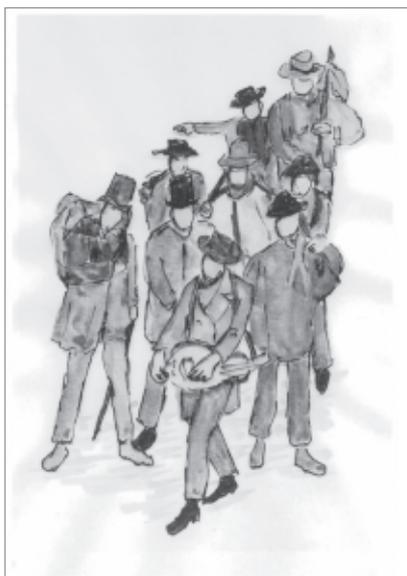
Jean-Paul Mazure : Je suis le dernier enfant né dans mon village, au milieu du siècle passé, en 1953, dans une ferme. Mes parents étaient agriculteurs comme beaucoup dans les villages à l'époque. J'ai grandi dans cette ferme entouré de nombreuses personnes, mes grands-parents, un vieil ouvrier agricole. La langue employée avec les enfants était le français mais j'ai baigné dans l'occitan, les grands-parents le parlaient entre eux, mon père avec les copains et copines de sa génération. J'en apprenais des bribes, des mots qui, dans la conversation française, venaient, spontanément, parce que le mot français leur manquait. À dix-huit ans, je suis monté à Paris à l'École normale d'instituteur, et j'y ai enseigné dix ans.

Qu'est-ce qui t'a ramené au pays ?

Quelque chose qui doit être commun à beaucoup de provinciaux, je pense à tous nos migrants, ouvriers du bâtiment ou artisans : le blues, le mal du pays, quelque chose d'un peu indéfinissable. Non que je me déplaisais fortement à Paris, pour moi le discours de la religion faisant de la grande ville le lieu de perte ne m'a pas atteint. J'ai profité, surtout au début, de tout ce que la ville pouvait m'offrir en théâtres, cinémas, musées et aussi en architecture, c'était la ville que nos Limousins avaient bâtie. Elle me plaisait bien, elle me plaît moins aujourd'hui, surtout ce qu'elle est devenue. À Paris, comme tous les migrants je pense, on a besoin de se retrouver avec des personnes du pays. Là, j'ai eu la chance de rencontrer René, probablement un des derniers maçons de Paris, qui avait été ouvrier agricole ici et était monté à Paris pour y exercer le métier de maçon. De lui, qui connaissait parfaitement son occitan, j'ai appris beaucoup de choses. C'était un vieux cégétiste et communiste jusqu'à ses derniers jours.

Au bout de dix ans, à ma demande j'ai pris un poste sur l'extrémité est du Plateau de Millevaches, à St-Merd-la-Breuille. Là j'ai eu la chance de rencontrer des

personnes qui m'ont transmis tout ce qu'elles pouvaient me transmettre sur leur langue, leur culture, les contes, les chansons. Je citerais Pierre, qui avait été agriculteur puis ouvrier Michelin. Je citerais aussi Serge, instituteur, et Jacques Chauvin, prof d'allemand et poète occitan. Je n'ai pas tardé à faire connaissance avec Jean Dau Melhau qui, à l'époque, à côté de ses spectacles, travaillait pour une émission à Radio Limoges et enregistrait des témoignages de personnes dont certaines que je lui ai fait rencontrer en Creuse.



Quand tu reviens au pays, au début des années 1980, comment décrirais-tu la vie au pays par rapport à celle que tu avais connue ?

Quand on est loin de son pays, on a envie d'y revenir, mais c'est un pays rêvé, c'est le pays de son enfance. Le pays avait changé quand je suis revenu.

À St-Merd-la-Breuille, par rapport au pays d'Aubusson d'où je viens, je vois la persistance de certaines traditions. J'y vois encore des agriculteurs qui entretiennent leurs terres un peu comme un jardin : l'hiver les haies sont entretenues, les feuilles mortes sont brûlées. La langue occitane est encore très présente. Il y a des choses tout à fait étonnantes, mis à part le bourg de St-Merd, les

villages n'ont pas de pancartes, il y a très peu de panneaux indicateurs. Parmi les parents d'élèves, j'ai d'anciens ouvriers Michelin qui sont revenus reprendre des fermes, le chemin inverse, un peu, de leurs parents. Ce qui commence à apparaître, c'est la spécialisation, tout se tourne vers l'élevage, et, dans la Corrèze voisine, ce sont des plantations de résineux qui commencent à boucher tout le paysage.

Ici, dans ma famille, mon frère travaille avec mon père, le tracteur est déjà arrivé depuis longtemps, ils n'arrivent déjà plus à bien entretenir certaines parcelles d'accès difficile. Petit à petit, je vois partir les moutons, il ne reste plus que les bovins. Mais dans ma famille on a toujours conservé le jardinage, la basse-cour, le cidre, jusqu'à la tempête de l'an 2 000 qui a abattu quantité de pommiers. Mon frère, passionné de chevaux de trait a gardé une jument mais qui servait de moins en moins.

Mon père était militant syndicaliste agricole, il était maire aussi de sa commune, et j'ai vu le combat que les agriculteurs de l'époque ont mené par exemple contre les hormones. C'était présenté comme la modernité, qui se pratiquait dans les grands élevages, notamment en Haute-Vienne. Cette génération d'agriculteurs, nés après la guerre de 1914-1918, et d'autres un peu plus jeunes, ont monté la défense sanitaire du cheptel creusois, avec des vétérinaires, sur l'argument : la santé des bêtes, c'est la santé des hommes et nous ne pouvons pas accepter les hormones.

Il y avait déjà une prise de conscience de cette américanisation, de ce productivisme. Ils avaient monté le Comité de Guéret qui regroupait beaucoup de petits agriculteurs de régions agricoles tournées vers l'élevage, Morvan, Auvergne, Aquitaine. Des exploitations familiales d'une trentaine d'hectares, huit vaches allaitantes, une trentaine de moutons, permettant à sept - huit personnes de vivre. Ils ont réussi, sur le plan des hormones, à arrêter les choses officiellement, soutenus aussi par un début de prise de conscience des consommateurs.

Ils voulaient des filières courtes et là ils ont perdu.

Je sais que tu as été syndicaliste en tant qu'enseignant, que l'Occitanie c'est une des grandes affaires de ta vie. Est-ce que tu pourrais nous dire en quoi ton attachement à la langue occitane a quelque chose de politique ?

L'occitan, c'est la langue des miens. Et ma fidélité aux miens, c'est une fidélité à des gens de la terre ou à des ouvriers, des maçons, qui sont partis comme migrants, et à leurs luttes. Ils ont dû lutter pour une reconnaissance sociale, pour une éducation, une école. Il y a eu des tentatives d'avoir une école bilingue. Dans les années 1970, l'immense majorité des gens dans les campagnes parlent encore l'occitan.

Une des premières motivations pour créer l'école, par-delà l'éducation, c'est une demande des militaires pour que les ordres donnés en français soient compris sur les champs de bataille. Le mouvement nationaliste a été très fort après la guerre de 1870 et l'école publique en a été partie prenante. Il y a eu des mouvements antimilitaristes et pacifistes, autour de Jaurès et autres syndicalistes pour contrer cette course à la guerre, qu'ils n'ont pas pu éviter.

Pour moi, l'occitan, c'est une langue de résistance. C'est une façon de dire : je refuse la domination de pouvoirs qui ont été imposés par la force. L'occitan me permet de penser les rapports de domination : le dominant impose sa langue, sa façon de faire, son cléricalisme, sa foi.

Je suis agnostique mais je me sens proche des protestants, de cette Marie Durand, enfermée pendant trente-huit ans à la tour de Constance, qui refuse d'abjurer sa foi. Ils allaient prêcher dans le désert, mais quel était leur crime ?

Nous sommes égaux, il y a égalité des langues, des cultures. De quel droit juger inférieure la culture de la population autochtone en Amazonie, qui aujourd'hui se bat contre la déforestation et participe à sauver la planète et qu'on présente comme arriérée, sauvage ?



Je me sens profondément solidaire de cette population.

Le processus de colonisation de la France, à l'œuvre depuis le XIII^e siècle, a fait que notre région occitane – et la Bretagne était dans le même cas – s'est retrouvée en quelque sorte dans l'incapacité d'avoir un développement autonome qui ne soit pas celui voulu par Paris.

Si dans ton rapport à l'occitan il y a quelque chose comme le refus d'une mainmise du pouvoir central sur des particularités régionales, n'y a-t-il pas aussi une opposition entre un monde attaché à la terre pour le meilleur et pour le pire, et un monde qui tend à s'en détacher et à fabriquer une réalité « hors-sol » ?

Ta question est celle d'un basculement de civilisation. On est passé d'une civilisation rurale, où la ville est présente, bien sûr, mais n'est pas majoritaire, à une civilisation complètement urbaine, à l'échelle mondiale avec des métropoles, des mégapoles, et plus grand monde au milieu. Ce type de développement est encore encouragé aujourd'hui. On a une terre très abîmée avec des surfaces agricoles qui diminuent. Les villes grignotent sur tous les espaces maraîchers. En 2050 il y aura 10 milliards d'habitants sur la Terre, comment nourrir cette population

sans une véritable révolution agricole qui ne détruise pas la terre. Le problème agricole est aujourd'hui le problème majeur qui se pose à notre planète. Il n'y a plus de pensées agricoles, il y a des pensées à court terme, soumises à des impératifs financiers, dévastant la terre et la forêt au bénéfice des donneurs d'ordres que sont les banques, les assurances et consorts.

Au-delà de la question strictement agricole, quelles différences tu fais entre une culture urbaine et une culture paysanne ?

Beaucoup de personnes aujourd'hui n'ont plus conscience de la précarité des choses. Dans nos pays, les grandes famines ne sont pas si anciennes que ça : au milieu du XIX^e siècle, un million de morts en Irlande lors de la crise de la patate, mais tout ça est oublié. Et on n'est pas capable de penser qu'il y a un milliard d'individus sous-alimentés. Avec un peu d'argent, tout est disponible au supermarché. Mais cette vision va peut-être changer. Il va y avoir des réfugiés climatiques et les lois migratoires de nos gouvernants ne tiendront pas. La prise de conscience des dérèglements climatiques amène les puissances d'argent à aller vers un égoïsme terrible, à mettre en place des régimes autoritaires, quasi dictatoriaux.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de plus de 1,60 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 6,50 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 13 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.



Quand on voit comment le gouvernement de Macron veut restreindre les libertés au bénéfice de l'absolutisme d'une caste « d'instruits » qui prétendent faire le bien de tout un peuple...

Mais en quoi ce qui a été façonné par une culture paysanne pourrait constituer une ouverture par rapport à ce monde hors-sol, productiviste ?

Tout ne se réduit pas à l'argent, tout n'a pas à être marchandisé. Cette idée de concurrence féroce entre les gens, c'est contraire à la façon de penser des civilisations rurales qui n'auraient jamais pu survivre s'il n'y avait pas eu d'entraide.

Sans idéaliser, même s'il y avait des problèmes de voisinage, et sans parler des coups durs, de par la nature du travail, ils avaient besoin de travailler ensemble. Je me souviens encore des batteuses quand j'étais enfant. Il y avait une nécessité d'entraide. On respectait collectivement les morts, dans le village du défunt, le jour des funérailles, on n'accomplissait pas les tâches habituelles.

Aujourd'hui, on occulte la mort, le défunt est mis dans une chambre funéraire, la personne n'est pas vraiment accompagnée, on ne laisse plus mourir les gens chez eux.

Il y avait des chants de travail, pour les moissons, le chant des maçons, et ainsi pour pas mal d'activités, on chantait tout le temps. Aujourd'hui, il est impensable de chanter en travaillant. Je n'idéalise pas la société d'avant, la vie était dure, mais on gardait du temps pour vivre. Et ce qui rendait la vie dure, ce n'était pas tant que la terre est basse, mais qu'il y avait des dominations sociales, de la part des féodaux, de l'Église.

Quand on voit l'histoire mondiale il ne faut pas oublier la succession des luttes paysannes et les centaines et millions de morts qu'elles ont occasionnées. Par exemple, la révolte des croquants en Rouergue, en 1643, concernait un vaste

territoire, le pouvoir s'y est très bien pris : fausses promesses et répression féroce. Des révoltes comme ça il y en a eu partout en Europe et dans le monde, mais c'est une histoire qui n'est pas enseignée. La guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle c'est 100 000 morts ! Et que veulent-ils ? L'égalité, et ne plus être rançonnés par l'Église qui accapare les communaux, bien collectif qui permet à la population de survivre.

On entend souvent dire qu'aux désordres mondiaux actuels, il y a des solutions à chercher plus localement. Toi qui habites Aubusson, est-ce que tu sens dans la vie ici des choses qui ébauchent des voies de sortie ou est-ce que c'est la même panade localement ?

Je vois des petites choses, par exemple l'agriculteur chez qui nous prenons de la viande, qui a des limousines en bio, des ruches, il produit lui-même tout ce qu'il donne à ses bêtes, comme ça se pratiquait avant. Il y a des personnes qui donnent du sens à leur travail.

Sur le plan culturel, la création du Fabuleux Destin, lieu d'échanges, de débats, avec plein des gens différents qui y viennent, de toutes les générations, avec des spectacles de qualité, et sa pratique du prix libre pour les spectacles en rupture avec le circuit marchand.

Je pense aussi au Café de l'espace à Flayat, ou aux Coudercs chez Bernard Bondieu, qui sont de vrais foyers, ouverts à la population, et où la culture occitane a sa place. On y rencontre des gens venus d'autres régions pour s'installer ici et qui participent de ce souffle. Pour moi, c'est quelque chose d'heureux.

Est-ce qu'il ne faut pas se garder de faire une coupure entre des gens nouvellement arrivés, qui porteraient des projets pour faire vivre le pays, et des gens qui sont là depuis longtemps et qui seraient des forces rétrogrades ?

On a nos jeunes cons de vieilles souches qui restent des cons et il y a aussi des gens qui arrivent à qui il faudra plus de temps pour appréhender ce qui fait la richesse sociale de ce pays. C'est-à-dire une terre de résistance, de gens qui ont la fierté du travail et qui souhaitent que cela se poursuive.

J'essaie de bien saisir pourquoi la présentation qui est faite du Limousin, depuis très longtemps, est celle d'un pays de sauvages, d'arriérés.

Mais comment se fait-il que ce pays ait eu autant la fierté de ses maçons, qu'ils se soient engagés dans les luttes sociales avec un courage fantastique et que, par exemple, ils aient participé en masse à la Commune de Paris en 1871, qu'ils en aient subi la répression la plus féroce. En proportion de la population, c'est le troisième département qui a fourni le plus d'arrestations, sans compter les 3 à 400 fusillés sur place, uniquement pendant la Semaine sanglante.

Ça a été épouvantable pour le département, et ça a été le déclic qui a fait monter l'anti-cléricalisme et abandonner la religion catholique. Le département de la Creuse, pendant la guerre de 1940, est un de ceux qui ont le moins dénoncé et où beaucoup de juifs ont été protégés par des familles très modestes.

Une population dite pauvre et arriérée et qui a toutes ces valeurs-là ? C'est une richesse humaine qui n'a pas de prix !

Je souhaite que soit perpétuée cette tradition d'accueil, excepté pour ceux qui arrivent ici comme des colons qui savent tout et ne cherchent qu'à ramasser du pognon, à s'accaparer les bois et les terres.

Mais des gens de tous âges, fracassés ou pas, qui arrivent ici avec un projet, quel qu'il soit, il faut les accueillir. On doit être dans la fidélité au « chabatz d'entrer ».

On laisse tomber le programme !

Une réunion publique s'est tenue au Fabuleux Destin, à Aubusson, le samedi 23 février dernier, à l'initiative d'enseignants signataires de l'Appel de Beauchastel¹, venus de toute la France.

EN GUISE D'INTRODUCTION, trois professeurs ont raconté la transformation de leur quotidien induite par l'intrusion massive des ordinateurs, des tablettes, des smartphones et de l'Internet dans les classes. La relation aux élèves, la transmission des savoirs, tout comme les liens avec l'administration et les parents, subissent l'impact de cette nouvelle vie connectée. L'effacement des humains au profit des machines semble être au cœur de cette mutation. Ces outils ne sont pas neutres, affirment les enseignants présents. Ils s'inscrivent dans un système technicien qui modifie profondément nos façon de vivre ensemble. Pour étayer cela et les luttes qu'ils mènent, ces Don Quichotte de l'Éducation nationale s'appuient notamment sur les écrits d'un illustre collègue, Bernard Charbonneau. « *Ce que nous prenons pour la neutralité de la technique n'est que notre neutralité vis-à-vis d'elle. Contrairement à ce que dit la propagande, elle ne dépend pas des usages qu'on en fait mais elle modifie profondément le milieu dans lequel elle se déploie et modèle les hommes qui l'utilisent. Les solutions techniques aux problèmes techniques entretiennent le mal qu'elles prétendent soigner².* »

Un débat s'est ensuite installé. Voici la retranscription de quelques interventions :

« J'étais surveillante début 2000 dans un collège pilote pour ledit cartable numérique. Ce plan consistait à équiper tous les élèves de 6^e d'une valise avec un ordinateur portable et un câble de connexion, s'accompagnant d'une campagne de médiatisation conséquente. Dans les faits, ce fut du grand n'importe-quoi, les élèves ne parvenant pas à s'organiser, ne comprenant pas ce que l'on attendait d'eux en leur confiant cette machine. Comme si on ne leur laissait plus le temps de devenir collégien, ça leur a embrouillé la tête.

– Je suis professeur dans le secondaire. Les élèves sont aujourd'hui fichés par le livret scolaire unique numérique. Les géants de l'informatique et de l'Internet se sont emparés de l'Éducation nationale et aucune matière n'est épargnée par le prosélytisme auquel incitent les nouveaux programmes. Au sein de l'institution, ceux qui tentent de résister à ces transformations sont ultra-minoritaires.

– Le numérique à l'école est une erreur : son résultat, catastrophique, est l'abolition du raisonnement. En exagérant à peine, nos élèves se croient libres, ils croient qu'ils

pensent par eux-mêmes alors qu'ils pensent tous pareil, écrivent tous la même chose. Ils font du copier-coller avec le sentiment d'avoir travaillé, en toute bonne foi. Je voudrais aussi témoigner du peu d'intérêt qu'ils portent à ce qu'ils font : Internet a accentué le culte de la brièveté et ils ne peuvent plus lire un texte long. Or, le fondement de notre civilisation repose sur des textes longs, des récits fondateurs. Les liens préfabriqués sur Internet font que les élèves ne savent plus lier les connaissances. Il s'en suit une perte de vocabulaire. D'aucuns disent qu'ils en inventent de nouveaux, mais ce qu'ils perdent par rapport à ce qu'ils créent est faramineux. Depuis quelque temps, je relève les mots ou expressions absents du vocabulaire des élèves (ou de quasiment tous avec un astérisque) : archaïque*, poncif*, ineffable*, éthique*, mœurs*, grégaire*, désintéressement, pernicieux*, inhérent*, vice, sous-jacent, substantiel*, élitiste, docte*, incarné, pathologique, pâtir, inélectable*, circonscrire*, paradoxal, dessein, faculté, occurrence*, impie*, immoler*, irascible*, assujettir, concupiscence*, tempérance*, faire fi de*, infirmer, objection, inné*, se mouvoir*, légitimer*.

– Le fait de passer la majeure partie de leur temps devant des écrans est extrêmement nocif pour le développement des enfants. À cela, il faut ajouter que les maux provoqués par l'usage du numérique touchent aussi les adultes.

– Si on vit dans une société où il faut que l'individu soit abruti, alors cette école est bien faite. Si le projet est de réduire le nombre de mots du dictionnaire, cela fait l'affaire du totalitarisme industriel ! Et pour ceux qui refusent, ce sera de plus en plus dur de trouver de quoi vivre en bossant.

– C'est dans l'intérêt des classes fortunées de faire croître l'école de l'ignorance. »

Un adolescent prend la parole : « Dans le monde tel qu'il est, les jeunes vont forcément devoir utiliser le numérique plus tard, pour travailler. Au collège, on apprend à faire des choses inutiles, mais d'autres qui peuvent aussi nous servir ; par exemple, en SVT, on travaille toujours avec des ordinateurs, et c'est bien parce qu'on peut trouver plus vite des informations grâce à Internet, c'est tellement vaste !

– Quand il est question d'une information vraie, connaître, c'est savoir les raisons pour lesquelles c'est vrai. Il s'agit de faire

la différence entre l'information et la connaissance. Par exemple, si le professeur schématise la relation entre numérique et régression de l'humanité par une flèche, tout ce qu'il importe de connaître est dans la flèche, et pour savoir ce qui s'y trouve, il faut des lectures, des rencontres, parfois même des professeurs !

– Il y a plein de choses à faire avant d'apprendre l'informatique. D'autre part, ce n'est pas un simple outil, c'est devenu une fin en soi, intégrée aux examens. Le sens du travail de recherche, c'est désormais de cliquer sur un ordinateur. Penser, cela s'apprend. »

Le même adolescent : « Vous dites que le problème avec le numérique à l'école, c'est qu'après, les jeunes ne vont plus faire que ça. Mais non ! En fait, c'est moi qui l'utilise comme je veux... Ou plutôt, comme j'aimerais pouvoir le faire (clin d'œil à sa mère) ! Si on réduisait notre temps d'écran, ça serait mieux, mais c'est notre faute si on ne le réduit pas.

– Ce n'est pas une personne qui t'oblige, en effet, c'est l'objet. Il y a une différence entre être concentré et être hypnotisé. Lorsqu'on prive un enfant de l'objet numérique sur lequel il a pris l'habitude de passer beaucoup de temps, il manifeste une grande agitation, il est en manque. Il faut savoir que derrière ces objets, il y a des gens dont les intérêts sont commerciaux et qui les conçoivent pour qu'ils soient de plus en plus addictifs.

– Oui, avec ces objets il y a un peu d'addiction... Mais ça peut être réversible !

– N'oublions pas qu'au-delà de l'école, le développement de cette société numérique est en train de décupler le désastre écologique en cours.

– Et comment on tient comme prof, dans ce contexte ?

– On prend de la distance et on laisse tomber le programme ! »

NANCY ET HERVÉ

1. Voir l'article « *L'école numérique, miroir aux alouettes ?* » dans le numéro précédent de *Creuse-Citron*.

2. Bernard Charbonneau, *Le Système et le chaos*, Éditions anthropos, Paris, 1973.

Plan particulier pour la Creuse

Il fait beau... Et vous n'avez encore rien vu

La signature du Plan particulier pour la Creuse (PPC) a eu lieu vendredi 5 avril avec, en prime, la venue d'au moins une centaine de policiers et gendarmes, du Premier ministre, et du président de la Région, Alain Rousset – qui n'a pas caché sa volonté de « constituer des équipes d'ingénieries capables de retourner le territoire¹ ». Nous n'étions pas nombreux à avoir répondu à l'appel à rassemblement, à 9 heures, devant l'entrée principale du lycée des Métiers du bâtiment de Felletin, pour questionner les enjeux de la planification du Département et alerter sur ses effets néfastes très prévisibles (voir le tract ci-contre, distribué à cette occasion). Pour les élus locaux, les journalistes et pour les acteurs des 118 projets retenus (dont on ne connaît toujours pas le détail), ce jour était béni.

QU'AVONS-NOUS APPRIS DEPUIS ? Que tout ce qui a été annoncé jusqu'ici comme projets a été retenu. Il semble que, dans le cadre du PPC, *tout ce qui peut être fait doit être fait*. Que « *plan Marshall rime avec thermal* », par exemple. Du côté d'Évaux-les-bains, 10 M€ seront mobilisés pour « *une vaste restructuration des équipements de la ville²* ». Et le département « *a tous les atouts pour permettre à un mix énergétique renouvelable de produire plus que la demande globale du département. [...] Cette "autonomie verte" suppose la création de plusieurs structures utilisant des ressources diversifiées tels que le solaire et l'éolien mais aussi, la biomasse, la méthanisation, l'hydraulique, et surtout la géothermie, notamment avec les sources chaudes d'Évaux-les-bains³* ». Ça tombe bien, la société TLS Géothermics a obtenu un permis exclusif de recherche de gîtes géologiques à haute température sur 80 500 hectares dans les environs d'Évaux, Boussac, Gouzou, Chambon-sur-Voueize, Nérès-les-bains, et projette des forages à 3 km de profondeur, pour transformer la chaleur des eaux thermales en électricité⁴. Après tout, quand on manque cruellement d'eau, des sources thermales rafraîchies et impactées par des forages profonds, ça n'est pas si mal. On pourra toujours réinventer l'eau chaude avec l'électricité de la centrale géothermique. Ce qui est sûr, c'est que la Transition énergétique, nom donné au fait qu'il va falloir exploiter jusqu'à la corde toutes les sources d'énergie, va sévir sur tous les paysages.

« *Il faut exploiter les ressources sur nos territoires.* » C'est ce qu'a annoncé le ministre de la transition écologique et solidaire, François de Rugy, lors de sa visite de l'entreprise Champicreuse à Saint-Yrieix-la-Montagne, en février. Et c'est tout l'objectif de Champicreuse, deuxième producteur de pleurotes en France, dont le projet a été retenu pour le PPC. Il s'agit d'un partenariat avec Charlotte Moine de Covertis, une start-up de Limoges qui travaille sur « *la chimie organique verte* ». S'intéressant à la composition chimique des champignons, la start-up travaille avec Champicreuse, depuis 2014, sur « *un produit de substitution aux pesticides traditionnels* ». « *C'est une voie qu'on soutient pour trouver des alternatives aux produits chimiques* », a annoncé le ministre⁵. Un pesticide issu de la chimie organique verte est donc une alternative aux pesticides chimiques traditionnels. Génial.

Il faudrait beaucoup de pages pour répertorier et commenter l'énorme quantité de délires de ce genre, contenus dans le PPC. Au cas où le plan ne suffirait pas, sachez que la mission French tech a labellisé tout le territoire limousin pour « *conforter la filière e-santé et bâtiment connecté* » et « *structurer les soutiens à l'émergence de projets entrepreneuriaux qui ont vu un intérêt à ce que le Limousin soit identifié à un écosystème numérique⁶* » et que le secrétaire d'État chargé du numérique, Cédric O, est venu, vendredi 12 avril, « *pour signer une charte d'engagement pour un numérique inclusif⁷* ».

« La modernisation ou la décadence. » Voici ce que disait Jean Monnet, ancien homme d'affaires et haut-fonctionnaire d'État chargé de rédiger un plan devant servir à négocier une aide à la reconstruction de la France auprès des États-Unis en 1946, et

qui sera validé par un autre plan, le plan Marshall, ce fameux programme de prêts, assortis de la condition d'importer pour un montant équivalent d'équipements et de produits américains, pour aider à la reconstruction. Mettez un agriculteur sur un tracteur, expliquait Étienne Hirsch, un ingénieur chimiste (pas encore vert) ayant participé à la rédaction du plan Monnet, il « cessera aussitôt de penser comme un agriculteur derrière un cheval ». Et le plan Monnet envisageait bel et bien de mettre les agriculteurs sur des tracteurs ou de les envoyer dans les usines. La section consacrée au machinisme agricole prévoyait une réduction de la population active rurale et une diminution de la main-d'œuvre agricole par l'importation de machines⁸. N'allez pas croire que la désertification des campagnes est le résultat du hasard.



Pour l'idéologie dominante, il n'y a plus de limites externes à l'impérialisme de son système de destruction productive. Dans l'esprit malade de ses plus fervents propagandistes, non seulement le pouvoir technologique peut tout recréer de ce qui existait déjà – en mieux, bien sûr, en plus contrôlé –, mais il *doit* le faire. Réussiront-ils ? Cela sera sans doute la matière de la dernière controverse culturelle entre morts-vivants. En revanche, il est impératif de considérer déjà comme une banalité de base le fait que si rien ne les arrête, ils iront jusqu'au bout de leur démente. Mais pour

passer de la résistance au refus dans un univers si globalement mis en coupe réglée par les ingénieurs, les programmeurs, les gestionnaires et leurs clientèles, il ne sert à rien, camarade, de courir vite, car le néo-monde est omniprésent. Face au projet de capitalisation forcée de l'espace et ses conséquences, il faudrait plutôt songer à voyager à bon escient, voire même, quand l'occasion est donnée, à *s'enraciner offensivement*⁹.

ALAIN D.

1. Article du 5 avril paru sur lamontagne.fr
2. *La Montagne* du 4 avril.
3. Cf. dossier de presse « Plan particulier pour la Creuse », disponible sur www.creuse.gouv.fr
4. Vidéo *TLS Géothermics et la géothermie profonde* sur stopmines23.fr
5. « L'exemplarité creusoise », sur l-echo.info et « L'industrie c'est fou » sur usinenouvelle.com
6. « Une French tech version Limousin », *La Montagne*, 4 avril.
7. *La Montagne*, 13 avril.
8. À lire à ce sujet, *Le New Deal français*, Philip Nord, Perrin, 2016.
9. Cf. *Préliminaires, une perspective anti-industrielle*, Miguel Amorós, Éditions de La Roue, 2015.

La campagne se meurt, la technocratie l'achève

AUJOURD'HUI, VENDREDI 5 AVRIL, au lycée des Métiers du bâtiment de Felletin, un certain nombre de contrats vont être signés, dans le cadre de la mise en place du Plan particulier pour la Creuse (PPC). D'un côté, le gouvernement, représenté par le Premier ministre et la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. De l'autre, des élus du département et des collectivités, censés représenter les habitants creusois. **Malgré la communication faite autour du PPC depuis plus d'un an et demi, le détail de ce qui sera signé aujourd'hui n'a pas encore été rendu public. Ce constat, à lui seul, met en évidence le caractère autoritaire et anti-démocratique de la planification.**

On nous a, en revanche, annoncé la couleur (verte) du PPC : déploiement de la fibre optique et de la 4G ; développement de secteurs d'activité dans la domotique, la télémédecine, les biotechnologies, le télétravail ; établissements scolaires connectés (tablettes, smartphones et imprimantes 3D), fablabs, création d'un pôle d'excellence sur les drones ; rationalisation de l'exploitation du bois, déploiement de la technologie photovoltaïque et géothermique, de l'éolien, de la méthanisation, des réseaux électriques, afin de devenir leader en matière de transition énergétique ; extension et amélioration du réseau routier, adapté aux besoins des voitures électriques ; sans oublier de faire de la Creuse une destination phare du tourisme « vert ». On promet de l'aide pour développer les « circuits courts », mais par l'intermédiaire de plateformes numériques. Et cela n'empêche donc en rien d'imaginer la construction d'un centre logistique Amazon sur 100 ha, à proximité de la RN145.

Les contradictions font bon ménage dans ce qu'on veut bien nous dire du PPC. Et cela n'a rien d'étonnant : pour le faire accepter, ses promoteurs s'appuient essentiellement sur le culte qu'une majeure partie de la population voue au numérique, à la vie connectée et aux machines. Cet aveuglement permet d'imposer, à priori, tous les projets nuisibles, possibles et inimaginables, au pays et à ses habitants. Malheureusement, la société numérique est une société où la consommation électrique est en constante augmentation. C'est donc une société nucléaire – même si les centrales sont ailleurs ; et en vérité, si l'une d'entre elles venait à lâcher, on comprendrait vite qu'elles sont ici – à laquelle on doit surajouter une multitude de procédés (éoliens, photovoltaïques, géothermiques, hydrauliques, etc.) provoquant leurs nuisances *particulières*, pour lui fournir l'énergie dont elle a besoin. **Autrement dit, il faut beaucoup d'électricité pour faire tourner le monde numérique et tout est bon qui en produit et/ou en consomme pour celui qui la vend, peu importe les conséquences. On verra plus tard.**

En 2050, 80 % du cheptel humain s'entassera dans les villes. Des métropoles, des mégapoles, aux flux de transports, de fluides, d'énergies, d'individus, régulés par l'analyse des données produites par quantité d'objets numériques. Villes « intelligentes », voitures « autonomes », capteurs de données communicants (Linky par exemple), Internet des objets, big data, etc. Un projet de rationalisation est donc nécessaire. Les territoires n'y échapperont pas. La ruralité doit servir la mégamachine urbaine. Laisser passer les lignes à grande vitesse et à très haute tension. Fournir la biomasse et les ressources nécessaires à la société numérique. Doit-on accepter que le pays soit réduit à une réserve au service des métropoles ? De plus, la plupart des politiciens veulent en faire des territoires « innovants », fonctionnant, eux aussi, en haut débit. Il n'y a pas de raison pour qu'on ne *clique* pas dans les chemins creux et sur la place du marché. Puis, les habitants et les touristes qui viennent se ressourcer ont besoin de leur connexion pour... eh bien pour rester connectés.

Cette survie connectée et automatisée hyper-électrique n'est pas négociable. La possibilité, beaucoup plus simple, de ne pas créer d'infrastructures énergivores – celles du plan le sont *toutes* – doit donc être ignorée et les territoires sacrifiés. Les technologies et énergies « propres » n'existent pas. Et le *superficiel* – Internet, bagnoles électriques, drones, smartphones, etc. – aura donc pour prix *l'essentiel* – pureté de l'air et de l'eau, nourriture saine, beauté du paysage, silence et grands espaces.

Nous appelons à constituer une opposition forte et déterminée contre cet avenir qu'on veut nous imposer. Face au dépérissement de nos campagnes, on ne peut continuer de défendre le monde tel qu'il existe, en réclamant le maintien du niveau de vie occidental de l'an 2000 : un monde où les logiques de puissance, de rentabilité, de privatisations dominant, à travers la consommation (très) excessive d'énergie, les destructions infligées par l'industrie, l'expansion sans fin des villes, l'informatisation du travail et de la vie quotidienne qui nous met sous pression 24h sur 24 et nous isole les uns des autres.

Nos arrière-pays sont riches de traditions d'entraide, de pratiques coopératives qui se sont petit à petit éteintes depuis... pff, depuis quand au fait ? Peut-être il n'y a pas si longtemps. Ce qui est sûr, c'est que nous allons avoir besoin de les ranimer, les réinventer, ces traditions, pour faire face à l'inéluctable ralentissement de l'économie industrielle, aux perturbations climatiques et aux troubles politiques probables. Serons-nous capables de répondre à nos besoins de base à un niveau local, sans que ce soit le chaos, la guerre de tous contre tous ?

La Creuse et ses habitants ne sont pas des marchandises.

Non au PPC !

Terre et liberté !

L'Internet du naufrage

La Montagne, grand quotidien régional, titrait le jeudi 28 février dernier : « Ces limousins naufragés d'Internet ». On pouvait y lire, une fois n'est pas coutume, la ritournelle entonnée chaque jour par le gouvernement du président Macron : le numérique, dont Internet est un des piliers, va nous sauver. C'est une chance inouïe, extraordinaire qui s'offre à nous, ne la manquons pas mes frères.

CE DISCOURS, JAMAIS REMIS EN CAUSE, jamais interrogé sur le fond, ne finirait-il pas par ressembler à un catéchisme ?

Il n'est pas, d'ailleurs, l'apanage du gouvernement ou des grands groupes de presse, il est aussi relayé par les entités administratives territoriales. Le Réso, « la lettre d'information en Limousin », a intitulé le dossier de son numéro 4 : « La fibre pour tous. Un grand chantier, une chance pour l'emploi ! » Dorsal, le service public du numérique en Limousin, vient de publier : « Aménagement numérique, construire le Limousin de demain. »

Ce ne sont que quelques exemples, la déferlante est désormais impossible à arrêter.

Les pleines pages deux et trois du quotidien du 28 février dernier sont donc consacrées à « l'illectronisme », un néologisme qui a le vent en poupe. On apprend que c'est une priorité de l'État, ce qui ne nous surprend guère, et que le département de la Creuse proposera bientôt « des chèques pour les personnes les plus éloignées du numérique afin de les aider à se former. »

Naturellement, les associations creusoises rament dans le même sens, elles s'investissent pleinement, contre quelques subsides, afin de réduire « la fracture numérique ». L'article se termine en indiquant que « la Creuse est un territoire pilote du numérique inclusif ».

Les consultants en communication ont bien travaillé. La référence à des préoccupations sociales passées et présentes telles que l'illectronisme (illectronisme), la fracture sociale (fracture numérique) et la lutte contre les exclusions (numérique inclusif) est bien réussie. Mais ces concepts sont creux et ne disent rien de la transformation en cours. Internet est une bouée de sauvetage à laquelle les hommes de pouvoir s'accrochent désespérément sans même tenter de comprendre les conséquences terribles de leur aveuglement.

Les promesses de la mondialisation technologique, lancées par le président américain Harry Truman en 1949, ont pris l'eau et elles ont entraîné les humains et la Terre qui les porte dans un marasme sans précédent. La coque du navire éclate de toute part attaquée par des crises sociales – la pauvreté s'étend désormais à la France et aux pays occidentaux –, par le dérèglement climatique qui ne dit pas tout de la destruction des éléments nécessaires à la vie sur Terre (air, eau, océan, terre, forêts, glaces, animaux, insectes, abeilles, etc.), par les injustices économiques et enfin par l'achèvement de notre condition humaine.

Internet ne règle aucunement toutes ces avaries, au contraire. Il accélère le délitement de notre organisation sociale en détruisant le peu d'emplois et de métiers qui subsiste.

Arrimés devant un écran à longueur de temps, ne sommes-nous pas plus isolés que jamais ? Connectés certes, mais connectés à quoi ? L'Internet réclame une énergie et des matériaux, pour fabriquer et faire tourner ces machines innombrables, qui précipitent la vie terrestre vers le chaos.

Les services publics, qui reliaient les habitants entre eux, sont remplacés de plus en plus par des machines et les robots arrivent pour achever cette mutation. Les médecins, les enseignants, les derniers paysans et tout le personnel administratif ne sont-ils pas également voués à disparaître afin de permettre aux États ruinés de faire des économies et aux industriels d'augmenter leurs gains de productivité ?

À cette destruction du corps social s'ajoute, par l'intermédiaire d'algorithmes surpuissants, la collecte de données effectuée sur l'ensemble de la population. Elle mène, à n'en pas douter, à un totalitarisme terrible qui évoque les écrits prémonitoires d'Alexis de Tocqueville (*De la démocratie en Amérique*, 1835) ou ceux de Georges Bernanos (*La France contre les robots*, 1945). Cette coercition sociale sans précédent, permise par l'informatique, utilise et augmentera sans cesse son utilisation de capteurs, de puces RFID, de boîtes à géolocalisation, d'implants cérébraux et sous-cutanés, de drones et de terminaux afin de contrôler la totalité de nos actes, y compris les plus intimes. Quel meilleur moyen pour s'assurer de l'adhésion de tous aux règles édictées par les industriels et les politiques ? Serait-ce l'avènement d'un écolo-fascisme ?

Le crédit social en Chine¹, qui s'étend à grande allure là-bas, est la réplique exacte de la marée montante qui va nous submerger.

L'Internet du naufrage humain nous laissera nus, sans âme et sans histoire, sans passé et sans mémoire, sans défense et sans espoir, rivés seuls ensemble à nos smartphones comme des Robinsons sans île.

ECRAN TOTAL

1. Système de notation individualisé basé sur le traitement des données Internet produites par les usagers, servant à ouvrir ou fermer des droits sociaux, comme l'accès à un établissement scolaire, à un emploi, à un permis ou à certaines aides sociales. Pour aller plus loin, lire *Bienvenue dans l'enfer du social ranking*, Mara Hvistendahl, Brochure du collectif Écran total n° 1, janvier 2018, disponible à prix libre en écrivant à Radio Zinzine, 04300 Limans.



Nos cerveaux valent mieux que leurs robots

Action contre Villani (député En Marche vers le désastre) et l'intelligence artificielle

Ce jeudi 4 avril, les milieux d'affaires tarnais avaient convié dans l'amphithéâtre d'honneur de l'École des Mines d'Albi l'excellent Cédric Villani, député En Marche et mathématicien, pour discuter sur l'économie numérique et la société du big data.

Il a été interrompu par un « cloud » d'opposants à la Start-up Nation en gilets jaunes qui se sont introduits sur le podium pour lire la lettre et distribuer le tract qui suivent.

Cher Cédric Villani,

Nous vous remercions de vous être déplacé à Albi, car nous avons justement des choses à vous dire.

Tout d'abord, nous avons le plaisir de vous remettre un compteur communicant Linky. Prenez-le, il est offert : c'est nous tous qui finançons, via la TURPE¹, leur déploiement à hauteur de 7 milliards d'euros.

Ce petit boîtier jaune rend bien des services. Il s'est révélé un merveilleux outil d'éducation populaire. Dans toute la France, il a permis une prise de conscience massive de ce que signifie le monde du big data et des algorithmes, des véhicules autonomes et de la 5G. Dès lors, initiés par ENEDIS aux joies des objets connectés, nous sommes devenus particulièrement sensibles aux mensonges dont on accompagne les investissements en faveur de l'intelligence artificielle. Par exemple, l'idée qu'elle serait une manière de créer des emplois.

Soyons sérieux : l'automatisation sert à automatiser. Automatiser sert à licencier, à l'image des dizaines de milliers d'employés d'ENEDIS qui relevaient les compteurs électriques, ou à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics. Autre

exemple : en France, le déploiement des véhicules autonomes, c'est-à-dire de la conduite par intelligence artificielle, menace directement plus de 600 000 professionnels (chauffeurs de bus, routiers, taxis, etc.), soit 2 % de la population active. Et ne nous ressortez pas la bonne vieille théorie de la compensation : les conducteurs licenciés auront autant de chance de créer leurs start-up de robotique que les chevaux n'en avaient de se mettre à produire des pièces automobiles.

Le problème, M. Villani, c'est aussi qu'il a fait chaud, beaucoup trop chaud à Albi en ce début de printemps. Or l'économie numérique est vorace : elle exige de produire toujours plus de processeurs, de capteurs, de serveurs, de câbles, d'antennes et d'écrans. Elle engloutit des quantités colossales d'énergie, de matières premières et de métaux. Le programme Linky est assez parlant : au nom de la transition écologique, on a commencé par bazarer 35 millions de compteurs en parfait état de marche, puis, en numérisant les réseaux, on génère des pétaoctets de données, stockées et traitées dans d'immenses entrepôts de béton qu'il faut refroidir en permanence. Vous ne pouvez l'ignorer : à l'échelle du globe, ces fameux data centers rejettent déjà autant de CO₂ dans l'atmosphère que la totalité du transport

aérien. À ce stade, peut-on encore parler d'intelligence, même artificielle ?

Enfin, qu'il s'agisse d'e-médecine, de maisons communicantes ou de voitures connectées, ce monde, qui fait de nos vies un grand réservoir à big data, est inacceptable pour une raison simple : il s'appuie sur le réseau 5G qui, plus encore que les précédents, menace directement notre santé. Nous refusons que tous les êtres vivants soient massivement exposés à des champs électromagnétiques d'une telle puissance pour faire fructifier l'industrie de l'électronique et les fortunes des Silicon Valley mondiales.

Nous luttons pour la sobriété et la justice sociale. Si vous souhaitez employer votre curiosité intellectuelle et votre goût pour les sciences, tout en pérennisant votre carrière politique, n'hésitez pas, M. Villani, à rejoindre les rangs de l'écologie radicale et de l'anticapitalisme dont nous pensons, étant donnés les enjeux actuels, qu'ils constituent les filières d'avenir les plus populaires et les plus novatrices.

Cordialement,

UN CLOUD D'OPPOSANTS
À LA START-UP NATION

1. Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité.

IA, 5G, Linky : innover pour aggraver la crise sociale et écologique

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, les élites françaises et mondiales se prosternent devant une nouvelle idole : l'intelligence artificielle (IA). À peine élu, Macron en a fait une priorité : il commande un rapport à Cédric Villani, mathématicien opportuniste qui vient de rejoindre son parti, et débloque un milliard et demi d'euros pour financer la recherche dans ce domaine. Car l'IA serait l'avenir de l'économie numérique, donc de la croissance. Il semble plus important d'investir là-dedans que dans l'éducation de nos enfants, pour lesquels il y a si peu d'argent que la réforme en cours (celle du ministre Michel Blanquer) prévoit de fusionner écoles et collèges, de confier des heures d'enseignement à des surveillants et de faciliter les « expérimentations pédagogiques », notamment celles recourant aux outils numériques (comme les « didacticiels ») qui pourront se substituer aux surveillants une fois que ces derniers auront remplacé les profs.

Invité par l'association Ecoter (pas pour écologie, mais pour « économie et territoire »), le lobby des milieux d'affaires tarnais, Villani

vient défendre l'IA ce jeudi 4 avril 2019 à l'École des Mines d'Albi. Nous qui préférons les enfants intelligents aux machines soi-disant intelligentes, nous nous rassemblons à Albi pour alerter sur les nuisances de l'IA et du monde qui va avec.

Intelligence artificielle, automatisation du travail et chômage de masse

De l'avis des chercheurs, il est difficile de définir l'IA, qui relève pour certains du mythe. Mais les applications ne laissent guère de doute sur son rôle. Traduction automatique, voiture autonome, traitement de données automatisé, etc. : il s'agit d'automatiser, c'est-à-dire de remplacer les humains par des machines informatiques qui imitent les capacités intellectuelles humaines de calcul, d'interprétation, de prise de décision, etc. De même qu'un bras artificiel sert à remplacer un bras naturel, l'IA sert à remplacer l'intelligence humaine nécessaire à l'effectuation de certaines tâches.



L'IA ne fait donc qu'actualiser l'une des plus vieilles stratégies capitalistes : partout où la main-d'œuvre est trop chère, indocile ou combative, l'intérêt des entrepreneurs est de délocaliser la production ou de l'automatiser en remplaçant les travailleurs par des machines. Certes, ces machines supposent d'investir de plus gros capitaux (elles renforcent donc le pouvoir du capital face au travail), mais elles permettent de faire plus de profit et, surtout, de se mettre à l'abri de la contestation sociale. Selon un historien spécialiste du progrès technologique, l'automatisation des machines-outils dans les années 1970 (période de forte contestation) visait moins à augmenter la productivité qu'à court-circuiter les ouvriers potentiellement rebelles, afin que la direction puisse mieux contrôler la production¹.

Une fois saisi ce principe du soi-disant « progrès » capitaliste, on comprend que le chômage de masse dont nous souffrons aujourd'hui, loin d'être un phénomène « naturel », est le produit artificiel de politiques rendant possibles les délocalisations (c'est la politique néolibérale de mondialisation depuis les années 1980) et l'automatisation de la production (c'est la politique d'innovation technologique, plus vieille encore). Il ne faut pas se laisser berner par les promesses des promoteurs de l'IA : loin de créer des emplois, elle servira surtout à en détruire, comme les vagues précédentes d'innovations scienti-fric. Pour un emploi d'ingénieur créé dans la start-up Nation de Macron, elle en détruira 10 ou 1000 dans les classes moyennes et inférieures. Selon certaines analyses, c'est 50 % des emplois, voire plus, qui seraient menacés à terme par l'IA !

Intelligence artificielle, Big data et Big Brother

Une telle casse sociale, on l'imagine, suscitera une révolte encore plus forte que celle des Gilets Jaunes. Il faudra donc, en parallèle, accroître la surveillance et la répression de la population. C'est déjà en marche, mais l'IA sera aussi utile à cette fin. Car dans cette expression, « l'intelligence » doit être prise au sens anglais du terme (espionnage, comme dans CIA : Central Intelligence Agency). Comme l'explique Villani dans son rapport, l'IA ne pourra être efficace qu'à condition de disposer d'un maximum de données. Il y préconise donc de lever tous les freins à leur collecte, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le Big data. Le lien entre IA, Big data et flicage ressort clairement quand on regarde qui investit là-dedans : les GAFAs (notamment Facebook et Apple), ces multinationales du numérique qui se remplissent les poches en vendant nos données personnelles aux publicitaires et autres officines de manipulation de l'opinion ; l'armée américaine, qui y a investi 18 milliards en 3 ans pour réaliser des avions sans pilote ; les services de police américains, pour prévoir où et quand des délits pourraient être commis, ou mesurer les chances de récidives...

Pour collecter toutes ces données, il va falloir des capteurs et des antennes partout. La « voiture autonome » suppose la 5G, c'est-à-dire des antennes tous les 100 mètres en ville et plus de 20 000 satellites. De même, Enedis transforme nos compteurs électriques en « capteurs connectés », dits Linky. Ils lui permettront d'automatiser le relevé des compteurs et les coupes de courant pour les pauvres, mais aussi de collecter une foule d'informations sur notre vie privée, via les équipements électriques dont nous disposons. Pour exploiter ces milliards de

données, il lui faudra de l'IA sous forme d'algorithmes explorant ces données afin d'en extraire celles qui pourront être revendues. Intrinsèquement liée au Big Data, l'IA sera forcément liberticide.

L'intelligence artificielle en marche pour foncer dans le mur

L'IA sert à automatiser et surveiller, mais ce n'est pas tout : tous les dispositifs ayant recours à l'IA aggraveront aussi le désastre écologique. Car ils supposent une augmentation infinie de la production de matériel informatique : ordinateurs, antennes 5G, data center, etc. Tout cela implique une croissance abyssale de la consommation d'énergie et de métaux, donc de la production minière, base de l'économie numérique comme de toute industrie. De ce point de vue, venir parler d'IA dans une École des Mines est on ne peut plus significatif. Car l'industrie minière est la plus polluante du monde, tant par ses émissions de CO₂ que par les catastrophes irréversibles qu'elle entraîne régulièrement (pensons aux barrages de déchets qui cèdent). Loin d'être « immatérielle », l'économie numérique est aussi très polluante car les appareils qu'elle produit et que nous jetons de plus en plus vite sont impossibles à recycler tant ils sont miniaturisés. Bref, elle est un facteur de plus dans la fuite en avant vers le désastre écologique, qui s'accélère de jour en jour.

Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus. Depuis plus de cinquante ans, des millions de gens tirent la sonnette d'alarme. Ils rappellent un principe simple : une croissance illimitée est impossible sur une planète aux ressources limitées. Ce principe qu'un enfant peut saisir, Macron, Villani et les entrepreneurs d'Ecoter ne l'ont pas compris. Ou plutôt, ils s'assoient dessus, emprisonnés dans leurs raisonnements économiques à court terme et aveuglés par les colonnes de chiffres auxquelles la réalité se résume selon eux. À moins qu'ils n'espèrent avoir assez de fric pour se mettre à l'abri des pires effets de la catastrophe – ce qui est malin, à défaut d'être intelligent.

Avec des classes dirigeantes aussi méchamment stupides et myopes, on pourrait se réjouir du développement de l'IA, en imaginant qu'elle pourrait pallier leur déficit mental. Mais ce serait se mettre le doigt dans l'œil. Car l'intelligence artificielle, ce n'est qu'une aveugle capacité de calcul. Comme le rappelle le créateur du programme de dialogue automatique ELIZA, dont on équipe actuellement des robots pour tenir compagnie aux personnes âgées esseulées (autre « progrès social » que promet l'IA), son programme ne comprend rien, il ne fait que calculer les chances que telle réponse programmée corresponde plus que telle autre à telles informations perçues (ce qu'exprime la personne). Or, l'intelligence dont nous avons besoin est celle qui permet de voir la réalité en face et les limites qui la caractérisent, et de savoir s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

Face à la crise sociale et écologique, nul besoin d'intelligence artificielle, mais d'intelligence humaine. Non à la start-up nation !

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF
ÉCRAN TOTAL CONTRE L'INFORMATISATION ET LA GESTION

1. Lire son petit livre à rebours des idées reçues : David Noble, *Le Progrès sans le peuple*, 2016.

Projet Manhattan, un demi-million de cobayes

- **6 août 1945, 8 h 16, Hiroshima « Little boy » :
75 000 morts immédiats, 250 000 ensuite**
- **9 août 1945, 11 h 02, Nagasaki « Fat man » :
70 000 morts immédiats, 150 000 ensuite**

TELES étaient les premières lignes de « L'Âge atomique », article de *Creuse-Citron*, n° 49, rappelant ce crime contre l'humanité qui a marqué l'entrée dans l'ère nucléaire.

Peu de personnes connaissent la façon dont le complexe scientifico-militaro-industriel a engagé le devenir de notre société dans une direction qui enthousiasmait le prix Nobel Niels Bohr dès juin 1944 : « *Nous sommes certainement face à l'un des plus grands triomphes de la Science et de l'ingénierie, destiné à influencer profondément l'avenir de l'humanité.* » Les seules images diffusées de cette « révolution scientifique » n'étaient pas des corps atrocement brûlés, mais un magnifique champignon atomique suscitant une extase quasi-mystique.

Il est essentiel de comprendre comment l'appareil d'État américain a pu, dans le plus grand secret, réaliser ce gigantesque Projet Manhattan dont les conséquences se font sentir aujourd'hui et pour les générations futures.

UNE RÉACTION EN CHAÎNE... SCIENTIFICO-POLITIQUE

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, divers chercheurs travaillent sur la possibilité de déclencher une réaction en chaîne. Ainsi, le prix Nobel Frédéric Joliot-Curie dépose début mai 1939 trois brevets : deux concernent l'énergie nucléaire, l'autre traitant du « perfectionnement aux charges explosives » est considéré comme le « dépôt intellectuel de la bombe atomique ». Son adhésion au PCF en 1944 lui vaut l'hommage du journal *L'Humanité*, totalement euphorique le 8 août 1945 après l'éblouissante « réussite » de Hiroshima : « *Les travaux du professeur Frédéric Joliot-Curie ont été un appoint énorme dans la réalisation de cette prodigieuse conquête de la Science. Mais il n'avait pu obtenir en France les moyens matériels aussi considérables que ceux qu'eurent à leur disposition les savants des États-Unis. La bombe réalisée, l'énergie atomique est employée dans la guerre en Asie. Mais là ne se borne pas l'intérêt de cette nouvelle richesse. L'énergie déployée dans un seul gramme de matière suffirait pour transporter un cuirassé au sommet de l'Himalaya.* » Allié aux communistes pour restaurer la « Grandeur de la France », De Gaulle nommera Joliot-Curie à la tête du CEA en octobre 1945.

Aux États-Unis, le président Franklin Roosevelt décide, le 9 octobre 1941, de faire de la bombe atomique une priorité politique. Albert Einstein lui avait adressé quelque temps auparavant une lettre, qu'il regrettera fortement ensuite, l'alertant sur les

recherches engagées par les nazis sur la réalisation de « bombes d'un nouveau type extrêmement puissantes, à partir d'uranium ».

Après des débuts limités, les équipes sont renforcées par l'arrivée d'une cinquantaine de scientifiques ayant participé, au Royaume Uni, à la commission MAUD (Military application of uranium detonation), qui avaient bien avancé sur l'utilisation de la fission mais avaient besoin d'énormes moyens pour aller plus loin. Ce fut aussi le cas de collaborateurs de Joliot-Curie.

L'élément décisif est le passage du projet aux mains des militaires avec, à leur tête, le général Richard Groves en septembre 1942. Pour assurer le secret, les services de renseignement et de contre-espionnage sont étroitement associés.

500 000 CHERCHEURS DE CHAMPIGNONS... ATOMIQUES

« Manhattan Project » est le projet militaire le plus gigantesque de tous les temps, impliquant de grands groupes industriels, qui lui doivent leur suprématie actuelle : General Electric, Westinghouse, Union Carbide, Monsanto... L'utilisation de 32 sites nécessita notamment la construction *ex nihilo* de villes secrètes entièrement militarisées. Parmi les plus importantes : Hanford (État de Washington) pour la production de plutonium, Oak Ridge (Tennessee) pour la production d'uranium enrichi, Los Alamos (Nouveau Mexique) pour la conception d'ensemble.

Los Alamos, « site Y », adresse « Boîte postale 1663 à Santa Fe », ville la plus proche, a pour responsable le physicien Robert Oppenheimer, appelé « le père de la bombe atomique », qui repoussait en 1944 une proposition d'empoisonnement des aliments par des éléments radioactifs, lui préférant l'objectif d'être « capable de tuer un demi-million de personnes ».

Hanford, « site W », choisi pour la présence de la grande réserve d'eau de la rivière Clinch, abritait 65 000 personnes et comportait 1 200 bâtiments en plus des habitations, 1 000 km de routes, 210 km de voies ferrées, 900 bus...

Oak Ridge, « site X », 75 000 résidents dans une zone montagneuse, construit en moins d'un an sur une superficie supérieure à celle de Paris, avait tous les avantages que visait Groves : situation isolée avec de l'énergie électrique, de l'eau en abondance, une population presque inexistante, un accès facile par la route et le rail.

L'ensemble du projet a nécessité un demi-million de personnes de fin 1942 à août 1945. Son budget annuel était supérieur à celui de la « Conquête de l'espace » de la NASA. Dans ces villes tota-



fabriqué. Quand on me le demandait, je disais que c'était un secret. J'ai failli finir fou moi-même en essayant de comprendre ce qui se passait», James Conant, chimiste.

Seuls les scientifiques de haut niveau savaient qu'ils participaient au perfectionnement de techniques de destruction massive destinées à être utilisées contre des populations civiles. Ils avaient le sentiment d'appartenir à une communauté élue, fière de servir la Patrie.

500 000 « HIBAKUSHA »

(« PERSONNES AFFECTÉES PAR LA BOMBE »)

Les services de renseignement alliés savaient que l'Allemagne n'avait plus les moyens d'avoir la bombe atomique, mais il fallait imposer la suprématie politique des États-Unis, ce que confia Groves en 1944 à quelques scientifiques : «*Le but fondamental du Projet Manhattan est de circonscrire les Soviétiques*», et ce que confirma le président Harry Truman au lendemain de l'atomisation de Hiroshima et Nagasaki : «*Nous remercions Dieu d'avoir mis la bombe entre nos mains plutôt qu'entre celles de nos ennemis et nous prions pour qu'Il nous amène à l'employer à Ses fins.*»

Truman, qui avait succédé à Franklin Roosevelt, décédé le 12 avril 1945, met aussitôt en place un Comité intérimaire pour le conseiller et un Comité de la cible pour choisir les villes comportant «*de grandes zones urbaines de plus de 5 km de diamètre enserrées dans de larges conurbations peuplées*». À partir du 8 mai, fin de la guerre en Europe, est engagée une haletante course de vitesse pour prolonger la guerre du Pacifique, les États-Unis repoussant les huit tentatives de négociation du Japon : «*La guerre devait continuer assez longtemps pour avoir la possibilité d'essayer la bombe atomique sur les villes japonaises*», William Castle, diplomate. Ce que confirma en juillet 1946 l'«*US strategic bombing survey*» : «*Le Japon aurait capitulé sans l'usage de la bombe atomique.*» Le compte à rebours commence :

– 31 mai, Comité intérimaire : «*Utilisation suffisamment spectaculaire pour que l'importance de l'arme soit mondialement reconnue.*»

– 1^{er} juin, Comité intérimaire : «*La bombe doit être utilisée dès que possible et sans avertissement de la population.*»

– 12 juin, «*Rapport Franck*» : Des physiciens nucléaires proposent d'épargner les populations en faisant une démonstration dans le désert devant les représentants des Nations Unies.

– 16 juin, Comité intérimaire : «*Utilisation immédiate et directe de la bombe*», Oppenheimer : «*La destruction qui s'abat sur le désert, c'est zéro.*»

– 16 juillet, 5h30, Alamogordo (Nouveau-Mexique), essai Trinity, «*Gadget*» (plutonium-uranium, première bombe atomique) :

«*Nous n'avons pas seulement réussi la bombe ; les scientifiques, les officiers militaires et les ingénieurs ont dit que nous avons été les participants et les témoins oculaires d'une étape majeure de l'histoire du monde*», Groves. Le nom Trinity a été choisi par Oppenheimer en référence à un poème religieux qui commence par «*Forcez mon cœur, ô Dieu en trois personnes*».

– 25 juillet, autorisation pour les Forces aériennes d'«*utiliser la première bombe spéciale après le 3 août, dès que le temps le permettra*».

– 6 août, Hiroshima OFF.

– 8 août, Accords sur le statut du tribunal de Nuremberg et sur la notion de «*crime contre l'humanité*» : il est clairement stipulé que les alliés ne peuvent en être accusés.

– 9 août, Nagasaki OFF.

COBAYES DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS !

L'irradieuse ère atomique pouvait enfin commencer. Dès novembre 1945 à New York, un symposium autour du thème «*L'énergie nucléaire va-t-elle révolutionner notre civilisation ?*» est destiné aux scientifiques, aux industriels, aux financiers et aux responsables politiques. À la tribune se tiennent fièrement Groves et les dirigeants des entreprises ayant contribué à la «*réussite*» du projet Manhattan.

La guerre au vivant allait continuer par d'autres moyens. Le complexe scientifico-militaro-industriel, profitant de la croyance largement répandue en la toute-puissance que conférerait la Science à travers le nucléaire, allait se consacrer à l'«*Atome pour la paix*». Vont ensuite se multiplier réacteurs nucléaires, mais aussi déchets radioactifs, «*excursions*» nucléaires : Majak (1957), Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986).

Et Fukushima dans tout ça ? Tout va bien : la ville va accueillir les Jeux Olympiques en 2020 !

ÉLAN NOIR

– *Le Monde comme projet Manhattan*, Jean-Marc Royer, Le Passager clandestin, nov. 2017, 320 p.

– 2 émissions de Radio Libertaire du 11 mars et du 15 avril 2019 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>



Notre frontière tue Tamimou Derman n'est plus

D'UN MÉLÈZE À L'AUTRE, quatre ombres noires glissent sur la neige blanche. Au cœur de la nuit, les ombres sont discrètes, elles marchent sans bruit. Elles traversent les pistes de ski et s'enfoncent vers les profondeurs de la forêt, malgré les pieds glacés, les mains froides et les nuages de leurs souffles courts.

**Les ombres sont craintives
comme des proies qui se savent épiées :
elles nous fuient.**

Nous les poursuivons sans courir, pour ne pas les effrayer davantage. Nous lançons plusieurs cris sur leur trace, et nous réussissons finalement à les rattraper. Leurs mains sont de glace : nous les serrons et nous disons aux ombres qu'elles ne craignent rien, que nous voulons les sortir du froid et de la neige, que nous sommes là pour les aider.

Les quatre ombres deviennent des hommes encore pétris de crainte. Leurs yeux hagards demandent : « Êtes-vous la Police ? » Malgré la peur, les ombres devenues hommes montent dans notre voiture. Nous dévalons la route qui serpente entre les montagnes. Les quatre hommes sont saufs.

**Je me réveille en sursaut :
ce n'était qu'un rêve.**

Parce qu'hier soir, les quatre ombres se sont enfoncées dans la forêt. Parce qu'hier soir, nous n'avons pas pu les

rattraper. Parce qu'hier soir, nous n'avons pas su les rattraper. Parce qu'hier soir, les quatre ombres ont cru voir en nous des officiers de police venus pour les arrêter.

**Quelques heures après ce réveil agité,
la nouvelle tombe :
cette nuit, une ombre est morte.**

De la neige jusqu'aux hanches, l'ombre a senti ses frêles bottes se faire aspirer par l'eau glacée. Ses chaussures noyées au fond de la poudreuse, disparues. En chaussettes, l'ombre a continué à marcher entre les mélèzes. L'ombre n'avait pas le luxe de choisir. Épuisée, gelée jusqu'aux os, l'ombre a perdu connaissance. Ses frères de l'ombre l'ont portée jusqu'à la route pour tenter de la sauver, quitte à se faire attraper par la police. Ils ont appelé les secours.

**L'ambulance est arrivée
près de deux heures plus tard.**

L'ombre a été retrouvée sur un chemin forestier, au bord de la route nationale 94, reliant la frontière italienne et la ville de Briançon. L'autopsie confirmera ce que ses frères savaient déjà : décès par hypothermie.

**L'ombre avait dit au revoir
à sa famille.**

Puis elle avait peut-être traversé le désert. Elle avait peut-être échappé aux geôles libyennes, aux tortures et aux trafics en tout genre. L'ombre s'était peut-être fait voler ses maigres économies par des



passeurs. L'ombre avait peut-être bravé les tempêtes de la Méditerranée entassée avec cent autres ombres sur un canot pneumatique. Et tant d'autres mésaventures.

L'ombre avait jusque-là échappé aux polices européennes qui la traquaient uniquement parce que ce que l'ombre voulait, c'était arrêter d'être une ombre.

L'ombre avait traversé la moitié du globe, mais son chemin s'est arrêté en France, à quelques kilomètres de la frontière, parce que l'ombre a eu peur de la police française.

L'ombre, c'était Tamimou Derman.

Tamimou Derman avait mon âge. Tamimou Derman n'était qu'un homme qui rêvait d'une vie meilleure.

UN MARAUDEUR DE LA FSGT

France, terre d'asile...

TERRE D'ASILE, là où le demandeur d'asile a des droits reconnus, qui sont supérieurs au migrant « sans-papiers », à condition qu'il ou elle respecte les conditions imposées par l'administration ?

Par exemple, se présenter à tous les rendez-vous imaginés par ladite administration : commissariat ou préfecture.

Assigné à résidence à tel endroit, il ou elle peut devoir se présenter deux fois par semaine, ou même quotidiennement, à trois heures de là aller-retour pour pointage.

« Des pratiques abusives », c'est le moins qu'on puisse dire...

Au commissariat : l'absence de registre spécifique empêchera le pointage, et donc le ou la demandeur d'asile sera considérée comme « en fuite ».

« En fuite » : la personne qui a raté une convocation (sur 90 !) pour raison de santé, de retard dans les transports ou parce qu'on lui a fixé un autre rendez-vous administratif au même moment, ailleurs ; « en fuite » aussi car le rendez-vous est fixé à la préfecture un samedi... mais le samedi les bureaux de la préfecture sont fermés !

Le droit au séjour de la personne demandeur d'asile est cassé si elle est déclarée « en fuite »... c'est bien ça le but de la manœuvre honteuse de l'administration...

Voir *Plein droit*, « Que sont les sans-papiers devenus », n° 119, déc. 2018, revue du Gisti, article de Caroline Maillary, « Traque, expulsion, abandon. Parcours des dublinés ».

Retour de Briançon

À LA FIN DE L'HIVER, nous sommes quelques-uns à avoir fait le voyage pour Briançon.

Depuis quelques temps, des personnes de Creuse et d'ailleurs vont donner un coup de main à ceux des habitants de la vallée qui accueillent dans un refuge solidaire, à d'autres qui maraudent dans la montagne. Tous refusent de fermer les yeux sur ce qui se passe là-haut, à la frontière.

Ainsi, chaque soir, quelques personnes s'en vont veiller aux alentours de Montgenèvre. Elles guettent et tentent de mettre à l'abri ceux qui viennent de traverser la frontière franco-italienne.

S'il est illégal de faire traverser cette ligne à des hommes que les pouvoirs publics jugent indésirables, rien n'interdit de porter assistance à ces voyageurs transis de froid. La simple décence le commanderait même. Pourtant les portes des résidences chalets tout confort restent closes, les skieurs sont à l'abri de leur écran de télévision et la police veille, les maraudeurs sont très régulièrement contrôlés et verbalisés pour toutes sortes de prétextes.

La distance entre l'arrêt de bus italien de Clavière (le point de départ pour beaucoup de ceux qui tentent leur chance) et la rutilante station française de



Les Voyageurs, sculpture de Bruno Catalano

Montgenèvre n'est que de 3 km. Pourtant la traversée est longue (au minimum 2 h, souvent plus) et périlleuse.

Jusqu'à tard dans la saison, la neige recouvre tout, brouille les sentiers, engloutit les jambes de ceux qui s'égarer. Les pistes minutieusement lissées pour des touristes venus dépenser leurs vacances en glissades sont de redoutables embûches. La nuit, des hommes mal équipés, souvent chaussés de simples baskets, doivent les traverser à découvert.

En bas, la police aux frontières (dite « PAF »*) est aux aguets. Ses agents, eux, sont bien équipés : jumelles, motoneiges, sans parler de la complicité probable de certains conducteurs de dameuses.

C'est une traque, et tenter sa chance peut devenir infernal quand il s'agit de se cacher dans la neige pour échapper à la police. Ceux qui sont arrêtés ne sont pas toujours simplement remis à la Croix-rouge italienne. Les témoignages recueillis font état d'humiliations, d'insultes, de coups... Parmi ceux qui parviennent à passer (souvent après plusieurs tentatives), nombreux sont ceux qui demandent l'asile en France. Ils découvrent alors, parfois amèrement, que la galère n'est pas terminée...

FANNY

* « Tequila oui ! PAF non ! » graffiti lu dans un squat de Briançon.

Qui est la bête noire des préfetures du Limousin ?

Devant le tribunal administratif de Limoges où passait en appel un exilé, vivant depuis plusieurs années sur la Montagne Limousine et à qui l'asile politique a été refusé, les forces dites de l'ordre se sont montrées particulièrement agressives.

Pourquoi, les forces gouvernementales et les préfetures parquent-elles devant le tribunal des citoyens venus soutenir de manière silencieuse et pacifique un inculpé ? Dans d'autres circonstances devant le même tribunal, les mêmes forces de police se tiennent discrètement à l'écart et laissent les citoyens utiliser une partie de l'espace public de la chaussée. Ce jour-là des camions de police bloquent les manifestants sur un espace exigü du trottoir, les contraignant à se serrer ente eux.

Pourquoi pourvus de tous leurs équipements, prêts à intervenir au moindre signe qui leur paraîtrait suspect, les agents de la police nationale se sont-ils postés devant la porte du

tribunal et ont-ils contenu des gens totalement inoffensifs dans cet espace réduit ? Qui sont ces gens apparemment si dangereux ? Quels terribles dangers les policiers sont-ils en train de braver ? Ce n'est tout simplement qu'un scénario qui sert à signaler à l'opinion publique qu'on a affaire à des gens particulièrement dangereux, des ultras, des terroristes, des criminels en puissance et à montrer du doigt ces manifestants puisqu'ils viennent en grande partie de la Montagne Limousine. !

Et comme par hasard, ce même jour, la police arrête, pour vérification de papiers d'identité, des véhicules quittant Limoges en direction d'Eymoutiers, porte présumée sans doute de cette terrible Montagne Limousine.

Nous connaissons le délibéré du tribunal début mai. L'information passera par les réseaux qui viennent en aide aux migrants.

Le climat, ça paie content !

La fronde envahit les bahuts ?

– Fais pousser le climat !

Dis, Coco, tu regardes du côté amérindien, genre la Terre ne nous appartient pas, nous l'empruntons à nos enfants... Ça marche ça, l'Amérindien ! Pendant que t'es sur le coup, va voir côté Mandela, Luther King ou Gandhi si y a pas une bricole sur le climat, la pollution... S'il y a pas, t'inventes ! Surtout, oublie pas, toujours les enfants, générations futures, patins couffins ? Le jésuite de Rome il a la cote, il a bien dû bricoler un truc sur le climat !

Tu sais, je te sens bien toi ? Tu vois un micro, tu fonces ! Je donne pas un mois pour que tu fasses tous les plateaux télé ! La belle vie ! Fonce Coco ! Fais ton trou ! T'es le ouineur qu'il nous faut ! Les leader.e.s estudiantin.e.s deviennent tou.te.s des politiciard.e.s.

Défiler pour le climat, ça fait son effet, ça fait croire en une jeunesse sérieuse, consciente et éclairée, ça permet surtout de faire passer tout le reste au second plan. Le réchauffement climatique, la montée des eaux, et autres balivernes, ça plaît. Il y a quelque chose de biblique là-dedans, les plaies d'Égypte et le toutim.

L'UNIQUE RESPONSABLE DE CES PROBLÈMES EST LE CAPITALISME ET RIEN D'AUTRE

Pendant ces gentils défilés se peaufine la mise en place du SNU en catimini. Juin 2019, les premiers volontaires, en même temps que Roland Garros, le Tour de France, les vacances d'été, ça va bien se passer tout ça.

Par rapport au SNU je m'inquiète... Attends, là, on bosse... Sérieux, mec, t'en a rien à foutre de la planète ? Les défilés en ordre, genre Chevalier Bayard, sans heurts et sans reproches, ça plaît au gouvernement.

Le SNU est le parfait exemple de l'idéologie des États totalitaires. Portant un intérêt tout particulier à la jeunesse française, qui, par son potentiel, devient un enjeu politique, idéologique et économique. Le dictateur jupitérien lui assigne des obligations et des devoirs afin d'en faire le fer de lance de sa révolution nationaliste. Le SNU masque mal sa réalité puisque sont déjà

annoncées les punitions encourues par les réfractaires, sorte de relégation sociale. Sans le tampon magique attestant de l'engagement militaire volontaire obligatoire avec encasernement physique et idéologique, pas de passage du Bac, non plus celui du permis de conduire, impossible de postuler à un emploi dans la fonction publique, le réfractaire n'aura plus que le maquis à Glières (on dit bien à Glières et non aux Glières), et encore, quand un ex et l'actuel président ne s'y vautrent pas dans la componction pour une résistance qu'ils auraient condamnée en leur temps. Le SNU, pour les adultes racornis (pléonasme), a ses bienfaits, puisque l'Éducation nationale rechigne à dresser les enfants à la discipline, la rigueur et cette bonne éducation qui manifestent une société forte, soumise au devoir qui attend cette jeunesse. Quid des militaires pour pallier à cela et calmer ces jeunes esprits si prompts au chahut au sortir de l'enfance ?

Participer à des défilés (appeler ça manifestation, faut pas déconner), avec deux ministres proches des préoccupations des jeunes, l'un, ministre Jeunesse et Parcours du combattant, l'autre (ancienne responsable chez Véolia), ministre de la Climatation libérale, pour exhiber ses beaux atours, ses endoctrinements idéologiques formatés qui mangent pas de pain, avec pétition à l'appui, c'est mignon, charmant, gentillet et crétin. Crétin, parce que ça ne fait que donner le maximum d'arguments moraux à l'écologie capitaliste pour fédérer l'idée que seules les taxes sauveront la planète et masquer les turpitudes fascistes qui s'installent benoîtement, comme ce service militaire obligatoire, bien plus dangereux pour la planète que ces défilés de mode écologiques, moulés à la louche et sans colorants comme dans un autrefois qui n'a jamais existé.

Qu'est-ce que l'armée ? Tout simplement une machine à tuer. De plus, du képi à la mitre, il n'y a qu'un pas, crosse à fusil crosse épiscopale, toujours affaire de crosse, or l'armée est comme cul-asse et soutane avec les prie-dieu et la bonne morale qui convient à l'exploiteur bourgeois.



Ouais, bon, ça va, on peut pas être contre tout ! Eh bien si, choisir, c'est refuser ! Au même titre que penser c'est dire non ! Et les fourbes qui orchestrent le SNU ont manœuvré pour que la liberté à l'objection de conscience ne puisse pas être invoquée au prétexte que ça n'est pas un service militaire. Foutaises et balivernes : « *Chaque génération doit, autour de sa majorité, prendre conscience des enjeux de la défense et de la sécurité nationale, s'approprier les moyens d'en comprendre les outils et discerner le rôle que chacun peut y jouer.* » Ce pensum est la diarrhée d'un général de division à qui le président de la République a demandé de torcher un rapport pour un service national universel, hors les enjeux de la Défense et de la sécurité nationale, ça se fait avec des armes, point !

Durant sa campagne, le jupitérien micro-nien avait promis ceci : ce service national permettra aussi de disposer, en cas de crise, d'un réservoir mobilisable complémentaire de la Garde nationale. Il convient de préciser que l'expression « en cas de crise » est choisie avec circonspection. Le peuple se soulève, c'est une crise, et, sachant que toutes les spoliations à venir que le triste sire a stockées dans sa besace vont fatalement être très impopulaires, il est probable qu'une réaction massive devra être jugulée par la force, et quoi de mieux qu'une troupe de conscrits pour ce genre d'intervention ? L'armée de métier rechigne à ces basses œuvres de police trop voyantes ; elle, c'est en lucedé qu'elle agit dans les caves à gégène. L'Algérie de cinquante-quatre à soixante-deux en est le parfait exemple, où les mobilisés étaient envoyés au casse-pipe en complément de la gendarmerie pour résoudre la crise algérienne, disait-on déjà (la gendarmerie, c'est l'armée et non la police). Opérations de maintien de l'ordre

et de pacification, contre qui? Des Français pardi, puisqu'il s'agissait de départements français, comme ce pourrait être le cas aujourd'hui pour les départements du Limousin ou de la Bretagne ou d'Outre-Mer... Eh oui, ça n'était qu'une crise à l'époque, la presse parlait avec légèreté des «événements» d'Algérie, comme les mêmes parlent des gilets jaunes avec cette hauteur des éditorialistes encartés.

Le gouvernement de Vichy avait déjà utilisé ce subterfuge d'enrôlement de la jeunesse par, précisément, le ministère de la Jeunesse, sauf qu'ici moins de cachotteries puisque le secrétaire d'État à la jeunesse déclare «*le SNU n'est pas un service militaire*» avant d'ajouter «*le président de la République a toujours été clair aussi sur le fait que les militaires seront présents dans le SNU*». D'ailleurs, l'architecture initiale a, en partie, été construite par un général et son groupe de travail: «*Les militaires participeront à la formation des encadrants et à une partie de l'encadrement ainsi qu'aux interventions, notamment pour les modules*

défense, résilience ou cohésion en plein air. J'y travaille avec mes collègues, le ministre des Armées, et sa secrétaire d'État, et j'ai rencontré le chef d'État-major des armées, pour avancer avec lui sur ces sujets.»

C'est-y pas beau ça? Jeunesse et Sport en étroite collaboration avec le chef d'État-major des armées, la ministre de la Guerre et sa secrétaire d'État qui a mission, quand la ministre s'occupe du matériel, de s'occuper de la mémoire, la jeunesse, etc. pour simplifier la propagande. Et tout ça n'a rien à voir avec un service militaire encivilisé?

Du reste le fameux général aux commandes du SNU précise, à toutes fins utiles: «*On ne doit pas dissimuler l'ampleur des oppositions qui, sans doute minoritaires aujourd'hui, pourraient demain concerner, de manière plus significative, les principaux intéressés, c'est-à-dire les jeunes et leurs organisations. Il est aisé de caricaturer le projet, en méconnaissant ses dimensions novatrices: on pourrait y voir le simple rétablissement d'un service militaire vaguement "civilianisé", improvisé,*

bricolé et reposant sur une critique implicite de la jeunesse par des générations plus âgées, qui n'ont d'ailleurs pas fait de service militaire [sous entendu, même pas des hommes!] et peuvent ainsi l'idéaliser, mettant en cause l'absence de valeurs, l'irrespect pour l'autorité ou les institutions, regrettant l'individualisme et appelant à la solidarité, sans risque, puisqu'elle ne concerne pas ceux qui la vantent.»

Bien sûr que les départements choisis pour cet appel à volontariat ne l'ont pas été au hasard, et bien entendu aussi que tout va être mis en œuvre pour rendre la chose attrayante en faisant miroiter des promesses que rien n'oblige à croire, telles que la formation à des métiers, passer le permis de conduire, tout cela présenté sous forme de volontariat (et puis comme ça vous en serez... Pardon la plaquette publicitaire utilise le tutoiement plus cool, donc, tu en seras débarrassé).

Sont même prévues les questions que tu peux te poser:

– À quelle heure dois-je me lever? – À 6h30. La journée débute par le lever des couleurs, cérémonie pendant laquelle on lève le drapeau français et on chante la Marseillaise (un peu de nationalisme matinal lave bien le cerveau).

– Je peux garder mon portable? (et pourquoi pas ton doudou aussi?) – Il est interdit la journée pendant les activités.

– Je m'habille comment? – Nous allons fournir une tenue que tu pourras conserver.

Là, hiatus, puisque la tenue envisagée devait être un gilet jaune siglé SNU et, pour des raisons qui m'échappent, cette idée sublime risque d'être abandonnée. Pourtant ça aurait eu du chien des gilets jaunes dans les rues.

Au lieu de marcher au pas (t'as) qu'à danser!

GABAR



Suite à une réunion organisée par l'Union Pacifiste, qui réunissait nombre de mouvements et d'individus réfractaires au service national universel, le texte suivant a été adopté:

APPEL POUR LE REFUS DU SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Après la réunion du 15 mars 2019, à Paris, l'Union pacifiste de France (UPF), qui a toujours cherché à protéger la jeunesse contre la militarisation des esprits, s'oppose à la mise en place du Service national universel (SNU).

L'UPF dénonce cette disposition du gouvernement français, qui sera appliquée dès l'été 2019 et qui ne comporte même pas le droit inaliénable à l'objection de conscience.

En 1962, Louis Lecoin, âgé de 74 ans, risquait sa vie dans une longue grève de la faim et obtenait du général de Gaulle le droit à l'objection de conscience au service militaire.

En 2019, face au retour des dangers du nationalisme, de la discipline militaire et de la soumission, l'UPF demande que le Service national universel soit abandonné ou à défaut qu'il garantisse le droit à l'objection de conscience.

Les jeunes, filles et garçons, sont menacés par la militarisation de la société. À chacune et à chacun de les informer et de les défendre.

Allaitement et féminisme

(suite et fin)

LE DÉBUT DE CE TEXTE, proposé par une lectrice, est paru dans le numéro précédent. Si le cœur vous en dit, envoyez-nous vos écrits ! Nous nous ferons un plaisir de les discuter et, peut-être, de les publier.

LA THÉORIE DE L'ATTACHEMENT

Ce sont les problématiques de l'interdépendance entre une mère et son enfant et de la théorie de l'attachement qui sont en toile de fond de ce sujet. Des études montreraient que plus un enfant s'attache et plus ses besoins sont comblés (sécurité affective entre autres), plus il sera un adulte épanoui et indépendant. Elles expliquent que casser le lien mère-enfant n'aide en rien le petit à grandir dans sa quête d'autonomie. Comme l'a démontré Michel Odent, et plein d'autres par la suite, le petit de l'homme reste dépendant de sa mère dans la phase primale : pour se nourrir, pour se chauffer, pour se rassurer. Il existe un mouvement de maternage qui repose sur l'idée que plus on satisfait les besoins de son petit, plus il sera rassuré pour prendre son autonomie. On peut constater que l'attachement entre la mère et son enfant n'est pas la norme dans notre société occidentale et serait plutôt mal vu, contrairement à d'autres cultures qui valorisent ce lien.

RESPECTER LES CHOIX DE CHACUNE

Cette vision d'un maternage est réfutée par certaines féministes qui expliquent qu'il n'y a pas une seule façon d'investir ce rôle de mère et d'envisager le lien mère-enfant et que la meilleure est celle qui convient et que tous les choix sont valables. Elles expliquent qu'il vaut mieux une maman qui s'éclate au boulot qu'une maman qui a du ressentiment à être avec son enfant ou encore qui s'épuise.

LE TRAVAIL REPRODUCTIF INVISIBLE ET GRATUIT DES FEMMES

Concernant l'épuisement, l'auteure de BD Emma¹ dénonce aussi ce travail reproductif invisible et gratuit des femmes qui n'a aucune reconnaissance et qui pourtant contribue au fonctionnement de la société. Encore un bel exemple de domination masculine. Les féministes réfléchissent depuis longtemps à comment mettre fin au travail gratuit des femmes ; l'auteure en fournit un résumé dans sa BD :

– Les féministes de droite les plus médiatisées considèrent que c'est par le travail salarié hors du foyer que les femmes peuvent s'émanciper sans aborder les conditions dans

lesquelles il est effectué. De plus, ce travail salarié se fait souvent, pour la femme, en plus du travail au foyer (la double journée).

– Certaines féministes dénoncent l'hypocrisie de ce féminisme néo-libéral, le travail salarié n'étant pas émancipateur de façon égale pour toutes les femmes.

– Le mouvement féministe des années 70 « Wages for Housework » proposait que les femmes soit rémunérées par l'État pour leur travail ménager, proposition qui est dénoncée par d'autres féministes comme risquant d'enfermer pour les femmes dans la sphère du foyer. Les femmes noires savent ce que c'est que d'être payées pour le travail domestique... (Angela Davis)

Selon de nombreuses féministes, le combat féministe est indissociable du combat contre le capitalisme. Les féministes anti-capitalistes tiennent compte des différences de classe dans leurs analyses sur la condition des femmes et cherchent des solutions pour atteindre l'égalité au foyer et dans les autres formes de travail.

RÉPARTITION INÉGALE DES TÂCHES DANS LA SPHÈRE PRIVÉE

De plus, Emma dénonce un autre aspect de cette répartition inégale du travail en mettant en avant les notions de charge mentale et de charge émotionnelle : la charge mentale ménagère, généralement simplement charge mentale, est un principe de sociologie traitant de la charge cognitive que représente la gestion du foyer au quotidien pour la femme ou l'homme. Elle démontre qu'aujourd'hui encore cette charge repose sur les femmes. De plus, dans un couple hétérosexuel, la femme se retrouve à prendre en charge plus souvent le confort émotionnel de son conjoint et de son entourage, du fait entre autre de leur éducation sexuée.

MES RÉFLEXIONS/QUESTIONS SUR CE SUJET

• **Dépasser ce débat ?** Peut-être qu'il faut dépasser ce débat entre féministes essentialistes et féministes égalitaristes et définir un nouveau féminisme biologique et humaniste ? Peut-être qu'il faut plus se pencher sur les inégalités qui restent à combattre ?

• **Un féminisme centré sur les questions de la maternité.** Il est évident que la femme n'est pas qu'une mère et d'autres luttes aussi importantes ne sont pas abordées ici, mais je souhaitais aborder la question autour du focus de la maternité.

• **Respect des choix individuels.** Il y a de nombreuses façons d'investir la maternité et

la meilleure est celle qui convient à chacune. Pour moi, c'est la liberté des choix individuels qui est primordiale. Je ne me permettrais pas de jeter la pierre à une mère qui n'allait pas son enfant tout comme je n'aimerais pas qu'on critique mon choix d'allaiter en l'assimilant à une forme de prosélytisme prônant un « retour en arrière ».

• **Un discours prosélytique ?** Ce qui est critiqué, ce n'est pas de choisir d'allaiter mais de dire que l'allaitement est ce qui est le mieux pour l'enfant. On peut penser que chaque mère cherche à donner ce qui est le mieux pour son enfant, qu'elle décide d'allaiter ou pas. Ce discours peut amener les femmes qui n'ont pas voulu ou pas pu allaiter à culpabiliser, vu qu'elles n'ont pas choisi ce qui est censé être le mieux pour leur enfant. Ainsi, l'exemple d'une mère qui se force à allaiter ou qui va finir au burn-out parce qu'elle s'auto-contraint à allaiter alors qu'elle ne voulait pas est une forme de dérive possible.

Ce qui est important, c'est la liberté de chacune, c'est de respecter nos choix quels qu'ils soient. On peut cependant se poser la question de savoir pourquoi l'allaitement peut être perçu et vécu comme pénible pour certaines.

• **La question du droit de l'enfant.** Cependant, les féministes qui défendent l'idée que l'enfant a droit au lait maternel soulèvent une question importante : qu'en est-il de l'enfant ? Si l'on part du principe du droit de l'enfant à l'allaitement, comment défendre le droit de l'enfant sans le faire au détriment de la mère ? Comment arrivons-nous, dans notre société, à mettre en opposition le besoin de l'enfant et celui de la mère ? Ou est-ce que le problème est ailleurs ? Est-ce que ce qui est vécu comme une servitude ne viendrait, non pas de l'allaitement seul, mais du poids de la responsabilité de s'occuper du tout-petit qui incomberait seul à la mère ? Cela n'est-il pas soutenu par une éducation sexuée qui amène les filles à devoir prendre en charge les enfants plus que les garçons ? Est-ce que l'organisation sociale (ou l'absence d'organisation afin de permettre que l'on s'occupe correctement de nos enfants) ne renforce-t-il pas ces difficultés ?

• **L'absence d'une organisation de l'allaitement au travail comme cause possible de cloisonnement de la femme ?** Historiquement, il y a eu une lutte féministe pour les droits des travailleuses à allaiter. Ce qui montre bien que ce n'est pas l'allaitement qui empêche les femmes de travailler, mais l'organisation de l'allaitement au travail (ou plutôt

son absence d'organisation). Ce qui invalide les propos de Badinter², stipulant que l'allaitement force les femmes à rester chez elles. Elle confond allaitement et droit des femmes à allaiter. Défendre le droit à l'allaitement ne veut pas dire qu'il y a obligation d'allaitement. L'allaitement peut être compatible avec un engagement des femmes dans la vie publique.

• **Un faux choix ?** Est-ce qu'une solution serait que les femmes puissent avoir le choix d'avoir leurs places au travail avec leurs enfants ? N'est-ce pas un faux choix que de choisir entre être avec son enfant à la maison ou devoir les faire garder afin de pouvoir travailler ?

• **Des tentatives dans ce sens mais sous une orientation productiviste.** On peut remarquer que, quand cela va dans le sens de permettre d'avoir les enfants sur le lieu de travail, c'est encore dans une pensée capitaliste de rentabilité, de performance et d'augmentation de la productivité. Des études non altruistes se sont déjà penchées sur le cas de l'allaitement au travail. S'adapter aux besoins des femmes allaitantes est bon pour les affaires : diminution des coûts liés à la santé, baisse de l'absentéisme, accroissement de la productivité, amélioration de la satisfaction des employées... On est bien loin d'une philosophie humaniste !

• **Le combat pour le droit à l'avortement continue.** Quand on entend, encore aujourd'hui, le discours du président du Syndicat national des gynécologues de France, qui assimile l'IVG à un homicide en 2018, on voit bien que le combat des femmes au droit d'être maîtresses de leur corps est encore bien fragile. La question du droit à l'IVG et à la contraception est malheureusement encore d'actualité. D'ailleurs on peut se questionner sur l'absence de compétence professionnelle de ce dernier : il faudrait qu'il relise le serment d'Hippocrate et on peut sérieusement se demander où est son droit de réserve et de neutralité ? Ce secteur professionnel est encore sous domination masculine, vu la teneur de ces discours aberrants qui peuvent être dits en toute impunité.

• **En se focalisant sur ces combats très importants que sont le droit à l'IVG et à la contraception, d'autres luttes ont été moins investies.** La lutte des femmes pour s'approprier le droit d'être maîtresse de son corps et d'être libre a été et reste une lutte vitale. Cependant, concernant le combat féministe,

certaines actions restent encore aujourd'hui à conduire, telle que la lutte contre la domination masculine dans la sphère familiale, le partage inégal des tâches, le machisme sur le lieu de travail et dans le reste de la société.

• **La famille nucléaire.** Ce modèle familial occidental s'est généralisé mais n'était pas la norme. L'éloignement et la dispersion des familles ont amené à une réduction de la famille à deux personnes (dans le meilleur des cas) qui vont s'occuper des enfants. Si l'on prend en compte un des parents qui va travailler, c'est une personne qui va rester à s'occuper des enfants (et souvent la femme), ce qui peut être source de grande souffrance. Le mode de garde est devenu un fonctionnement soulageant, encore faut-il se questionner sur la réalité de l'offre et sa qualité.



• **Le délicat équilibre entre les besoins de l'enfant et ceux des adultes.** Satisfaire les besoins de son enfant ne veut pas dire s'aliéner au point d'en oublier ses besoins. C'est un équilibre subtil qui s'apprend, d'autant plus difficilement que ce n'est pas la norme de notre culture ni son fonctionnement.

• **Un dogme de l'allaitement en France ?** On peut se demander s'il existe vraiment un dogme de l'allaitement en France aujourd'hui, comme le dénoncent certaines féministes. On peut se demander si cette pensée n'est pas paradoxale au vu de la réalité de l'allaitement ?

La non-culture de l'allaitement et les difficultés rencontrées par de jeunes mamans pour réussir à allaiter leur premier enfant sont encore très majoritaires. La plupart du temps, c'est la culture du biberon qui prime et l'allaitement est entouré de pas mal d'inhibitions ; l'allaitement « long » est encore aujourd'hui tabou et objet de pression pour sevrer une fois que la limite perçue comme raisonnable est dépassée³. Il n'y a pratiquement pas de transmission familiale d'un habitus de l'allaitement et on retrouve, la plupart du temps, des incompétences et des préjugés dus aux ignorances du monde professionnel médical (temps de formation sur l'allaitement infime des sage-femmes, pédiatres qui se permettent de délivrer des conseils de manière complètement subjective alors qu'ils sont incompetents en la matière⁴, et dont les conséquences sont catastrophiques pour la relation mère-bébé).

• **Un fonctionnement sociétal ultra séparatiste ?** On peut se questionner aussi sur l'organisation de notre société fonctionnant majoritairement par une séparation par âge, les conséquences possibles que cela peut avoir sur les liens sociaux et intergénérationnels et sur les souffrances que cela peut engendrer. De plus, cet aspect séparatiste ne s'étend pas qu'à l'âge, il est dans toutes les sphères de la société, et on peut se demander si cela ne joue pas dans le fait de défaire les liens sociaux, ce qui amène souvent à un grave manque d'empathie envers son prochain. Quels futurs adultes seront nos enfants ?

KAD

1. *Un autre regard*, Emma, Massot Éditions.

2. Cf. première partie de l'article dans le *Creuse-citron*, n° 59.

3. L'expression « allaitement long » est représentatif de notre conception de l'allaitement. Un allaitement défini comme normal est un allaitement de plusieurs mois, alors qu'un allaitement qui dure plusieurs années est qualifié de long, car ce n'est pas usuel. Si la norme était inversée, dans le premier cas on parlerait d'allaitement raccourci.

4. Voir *Les brutes en blanc* de Martin Winckler, Essai poche, 2017. Il dénonce une domination patriarcale de la sphère professionnelle médicale et la maltraitance qui en découle.



Gilets jaunes, l'appel de Saint-Nazaire

Cet appel se prononce clairement pour une sortie du capitalisme, s'agit-il d'une radicalisation politique du mouvement ou le produit de l'entrisme de militants ?

Pour des membres d'Alternative Libertaire qui étaient sur place, il n'est pas si simple de trancher. Voici quelques-unes de leurs remarques : « L'intensité des échanges a permis à beaucoup d'expérimenter une forme de démocratie directe. Les assemblées étaient divisées en deux. D'une part il y a avait les délégué-es (une femme et un homme par délégation), envoyés par leurs collectifs ; d'autre part leurs accompagnateurs et accompagnatrices, en observation, dans l'objectif d'aider les délégué-es à demeurer dans les clous des mandats confiés ». « Les GJ présents à Saint-Nazaire représentaient-ils l'ensemble du mouvement ? Probablement non. Étaient-ils essentiellement des militantes et militants déjà rodés ? La présentation, le vendredi après-midi, des différents ronds-points ou lieux occupés l'a démenti. [...] Certaines et certains participants ont ressenti une tension entre militant-es expérimenté-es (dont quelques-uns impliqués très tôt dans le mouvement) et gilets jaunes ayant moins d'expérience. Cette tension tenait-elle uniquement à une différence dans l'aisance à prendre la parole en public ? Ou à une réelle différence d'objectifs et de vision politique ? Cette question est cruciale. Les mois qui viennent permettront sûrement d'y répondre. » (Article complet paru le 13 avril 2019 sur alternativelibertaire.org).

Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes

Dimanche 07/04/2019 Saint-Nazaire

Cet appel sera soumis au vote par les assemblées locales

Nous, Gilets Jaunes, constitué.e.s en assemblée de nos Assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

À la suite de la 1^{re} assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron ! Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis 5 mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discriminations, et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons « Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat ! » Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons toutes et tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine assemblée des assemblées en juin. Afin de renforcer le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée et sécurisée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets Jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre Assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels : sur les Européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore !

Nous appelons à une semaine Jaune d'actions à partir du 1^{er} Mai. Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accapement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action. Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !

L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

Les quelques textes présentés ici traitent des suites de l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, que nous évoquons de façon un peu sommaire dans un article du Creuse-citron (n° 58). Le dernier se penche plus particulièrement sur le « Comité invisible » et l'« Appellisme ».

**LE « MOUVEMENT » EST MORT, VIVE... LA RÉFORME !
UNE CRITIQUE DE LA « COMPOSITION » ET DE SES ÉLITES**

Retour sur une période allant des débuts de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, en 2010, jusqu'à l'abandon de la route des Chicanes. Cette brochure a été, en majeure partie, écrite durant l'automne 2017, par un déserteur des « assemblées du mouvement », qu'il décrit « scénarisées à l'avance ». Elle s'adresse à « qui veut fouiller un peu dans ce qui se joue ici » et se focalise sur « le climat particulièrement tendu » sur la ZAD, juste avant l'abandon du projet.

Si, depuis, la situation a évolué, « elle restera la suite de ces longues années de mélanges et conflits entre différentes tendances politiques, avec leurs différents objectifs et moyens dans la lutte ». Assemblée des usages autoproclamée « *embryon de cette entité collective du mouvement qui a vocation à déterminer l'usage collectif des terres de la zone* » ; retour sur la création du Comité de maintien des occupations (CMDO) et ses prises de pouvoir autoritaires ; appellistes, collectif Mauvaise troupe, autonomistes, syndicats et partis influents au sein de la coordination des opposants (COPAIN et la Confédération paysanne, Insoumis, EELV, etc.). Un témoignage éclairant sur le « virage bureaucratique » et les « compositions » de tendances politiques, pas toujours officielles, aujourd'hui dominantes sur la ZAD.

ZADISSIDENCES 1, 2 ET 3 – DES VOIX OFF DE LA ZAD

« Les textes présents dans *Zadissidences* viennent d'un bon nombre de personnes, avec tous les points de vue que ça peut représenter. »
« Nous voulons participer à diffuser des voix qu'on entend moins. »

Zadissidences en est à sa 3^e brochure. La première concerne la période allant de l'abandon du projet d'aéroport, mi-janvier 2018, au tout début des expulsions-destructions de début avril. La

deuxième relate la première vague d'expulsions du mois d'avril. Enfin, la troisième concerne la deuxième vague d'expulsions qui a eu lieu en mai. Dans chacune d'elles, on trouve une chronologie détaillée des événements jours après jours et un recueil de textes publiés « à chaud » pendant la période traitée, accompagnés de dessins et tracts parus dans le *Zadnews*, l'hebdomadaire des occupants.

À NOS CLIENTS

(Qu'est-ce que tu fabriques éditions, novembre 2016)

On se souvient de l'affaire de Tarnac, en 2008, et de son inculpé vedette, Julien Coupat, un des fondateurs de la revue *Tiqqun* dont le dernier legs, avant de disparaître, fut le petit livre *Appel* en 2003. Et peut-être du bruit qui avait été fait, alors, autour d'un livre intitulé *L'Insurrection qui vient*, écrit par un mystérieux « Comité invisible » et présentant d'étranges similitudes de langage et de contenu avec la revue précitée.

Prenons un extrait de l'*Appel* – qui a donné les termes appellisme, appelliste, et qui a été lourdement recyclé dans *L'insurrection qui vient* : « À toute préoccupation morale, à tout souci de pureté, nous substituons l'élaboration collective d'une stratégie. N'est mauvais que ce qui nuit à l'accroissement de notre puissance. Il appartient à cette résolution de ne plus distinguer entre économie et politique. La perspective de former des gangs n'est pas pour nous effrayer ; celle de passer pour une mafia nous amuse plutôt. »

Sous-titré « *Insurrection et double pensée* », *À nos clients* est un pamphlet contre le Comité invisible. Une analyse sérieuse de l'appellisme et de ses mondes en partant de la critique des ouvrages dudit comité, et plus particulièrement de *À nos amis*, paru en novembre 2014.

Pour contacter les auteurs : anosclients@riseup.net

Ces textes sont disponibles sur Internet et sur demande à *Creuse-citron*, à prix libre, en tenant compte des frais de port.

Justhom, *De l'esclavage et du colonialisme*

(Les Éditions libertaires, 254 p.)

Tout d'abord, Justhom remonte à l'Antiquité pour relever les premières traces de l'esclavage, jusqu'aux temps dits « modernes ». Puis il dresse un panorama complet de l'étendue du colonialisme, qui n'est qu'une « juste » continuité de l'esclavage, voire même qui l'accompagne ou le précède dans la volonté des maîtres de soumettre l'Autre, incarnée par le militarisme, le colonialisme, l'expansion, l'asservissement des peuples...

Le plus souvent, le colonialisme, en s'implantant avec une violence inouïe (autour de 100 millions de victimes, un véritable génocide), a décimé des territoires anciens que son appétit insatiable commandait de re-peupler par des populations transportées de l'autre continent (Afrique notamment).

Justhom dresse la liste de tous les pays coloniaux, aiguillonnés le plus souvent par l'Église (désireuse d'apporter la « Lumière »), qui se sont livrés aux pillages, massacres, viols, etc., au non de la civilisation : Europe, mais aussi Russie, Chine, Japon, Empire Otto-

man, USA et bien sûr Royaume-Uni et France qui se sont taillés, à coups de baïonnette et de canons, la part du lion !

Les soi-disant hommes de gôche (Hugo, Jaurès, Blum et d'autres) y ont apporté leur caution et leur verve sale.

L'esclavage, quant à lui, perdure encore dans certains pays du Golfe, ainsi que le colonialisme incarné par Israël qui continue, depuis 1948, son œuvre d'exclusion de l'entité palestinienne, au su et au vu du monde entier, voire avec l'approbation des USA, sans oublier la France qui, par ses réseaux toujours actifs de la Francophonie, son soutien inconditionnel aux pouvoirs despotiques, sa politique de soumission économique imposée par le franc CFA, poursuit sa sale besogne de néocolonialisme et de préservation de ses intérêts géopolitiques au service des grands groupes privés (Bolloré, Total, etc.).

S'émanciper de l'esclavage et du colonialisme

C'est par leur soulèvement (notamment celui du 29 août 1794) que les esclaves prirent leur destin en main, puis poursuivirent

◆ leur libération. Dès 1503, les toutes premières révoltes d'esclaves éclatent à Ayiti (Haïti en amérindien) puis essaiment à Puerto-Rico, Cuba, La Martinique, contre vents et marées, malgré décrets et lois visant à l'abolition (1794, 1848), mais qui ne constituaient que de l'encre noircie sur papier, bien loin de leur application et de la réalité.

Parmi toutes les ignominies rattachées à cette honte du mal-traitement de l'Homme par l'Homme, il faut noter le Code noir (promulgué par Louis XV en 1724), destiné à maintenir ces populations d'esclaves dans le plus grand dénuement, et aussi à protéger les maîtres contre les soulèvements, rebellions, évasions des esclaves, assauts des Nègres marrons.

Après ce brillant exposé (presque) exhaustif de la cruauté humaine, souvent infinie et renouvelée, Justhom rend justice aux anarchistes, accusés souvent à tort d'indifférence contre le fait et le crime colonial. Il cite les interventions des anarchistes contre l'armée, contre le rôle et l'action des troupes coloniales, *La Marseillaise des requins* de Gaston Couté, la note de Bakounine quand il évoque l'application de la loi Darwin à la politique internationale concernant la question du colonialisme par rapport à l'Algérie, les écrits de Kropotkine soulignant combien le colonialisme avait été destructeur des civilisations anciennes et véhiculait une idéologie oppressive, castratrice et violente.

Bref, c'est un livre incontournable, une sorte de thèse sur la domination, dans quelques-uns de ses pires moments.

GUY



Gaston Couté, Œuvres complètes (2 vol.) + CD
(Les Éditions libertaires, 2018)

Poète chansonnier libertaire (1880-1911), ses thèmes sont l'amour, le terroir d'enfance, la vie agricole, et surtout l'engagement politique aux côtés des ouvriers et des paysans. Il contribua à des journaux libertaires, *Le Libertaire*, *La Barricade* et *La Guerre sociale*.

En guise de préambule à la présentation de cette édition, un petit dialogue avec Solange :

– **Creuse-Citron** : Comment est née cette édition des œuvres complètes de Gaston Couté ?

– **Solange** : L'édition du Vent du Ch'min (5 volumes) était épuisée depuis déjà quelques années, et on pouvait constater que seuls quelques textes ou chansons étaient réédités par l'extrême droite – c'est le côté « terroir » bien sûr... Aussi j'ai souhaité que les Éditions libertaires (dont je faisais partie à l'époque) se lancent dans la réédition des œuvres complètes. Ça n'était pas évident au premier abord, vu l'investissement qu'il fallait faire pour sortir tous ces textes. Et là, je remercie *Creuse-Citron* pour sa participation financière qui a aidé ; j'en profite pour remercier aussi Daniel Perez chez qui les enregistrements du disque ont été faits... à un prix défiant toute concurrence.

– **C-C** : Finalement, ça y est, et en plus avec le disque !

– **S.** : Oui, j'avais entendu **Michel Di Nocera** et **Nicole Fourcade** interpréter certaines chansons de Gaston Couté. Ce ne sont pas des pros, mais l'interprétation de Michel est très sensible,

« râpeuse » pourrait-on dire, mais c'est justement le côté amateur qui a quelque chose d'émouvant ; ce ne sont pas des textes qui demandent une voix « d'opéra », au contraire.

– **C-C** : Tu as des chansons et des textes préférés ?

– **S.** : Oui, absolument ! *Les Ramasseux d'morts* et surtout *Le Fondateur de canons*. Là, c'est difficile de ne pas avoir les larmes aux yeux... Les textes d'Eugène Bizeau, qui ont été rajoutés, sont magnifiques, et le récitatif de Nicole est formidable.

– **C-C** : As-tu d'autres remarques ?

– **S.** : Oui, il faut aussi admirer le travail de recherche graphique de Philippe Camus qui rend tout ça encore plus beau !

Plongez-vous dans la lecture et l'écoute, vous découvrirez, dans le premier volume les œuvres de Gaston Couté : poèmes et chansons, textes et dessins, accompagnés de superbes reproductions de cahiers de chansons, d'affiches ou de journaux de l'époque. Des notes très documentées permettent d'expliquer le contexte, un glossaire des mots et expressions employés par Couté aident à la compréhension des textes pour ceux qui ne pratiquent pas le patois de Couté. Enfin, une discographie complète, accompagnée de la liste des interprètes des chansons de Couté.

Le second volume, magnifiquement illustré, est consacré à la biographie de Couté « Une vie bellement légendée » par Alain (Georges) Leduc, suivie de quantité de témoignages, hommages et articles divers.

Cet ensemble constitue une mine d'informations sur cette époque de la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle.

La richesse et la beauté des illustrations en font également un ouvrage qu'on lit avec plaisir.

M.-A.

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

Ateliers et vie aux Coudercs mai-août 2019

6 Lascoux 23220 Jouillat
ateliersvie-coudercs@orange.fr 05 55 51 22 39

Vendredi 3 mai 20h30 : *Chanson française* avec André Ledoux.

Du mercredi 8 au dimanche 12 mai : Exposition *Marquer le passage*.

Samedi 1er juin 20h30 : *Spectacle Gaston Couté* avec Gaspard.

Du 6 au 10 juin : Exposition *Les artistes pendant la Commune de Paris* : Gustave Courbet, Edouard Manet, Maxime Lisbonne, Daumier, Gill, Maximilien Luce, etc. En partenariat avec le comité creusois des Amis et amies de la Commune de Paris 1871.

Samedi 8 juin 15h : Conférence d'Eugénie Dubreuil, historienne de l'art, spécialiste de Gustave Courbet.

Vendredi 21 juin dès 18h : Fête de la musique aux Châtelards

Samedi 29 juin à 19h30 : Repas conté.

Du 24 juillet au 11 août : Exposition artistique (dix à quinze artistes), hors les murs, à l'abbaye de Prébenoit, tous les jours de 14h à 19h en semaine et de 10h à 19h les week-ends et jours de spectacles. (buvette et petite restauration sur place).

Stages artistiques pastel dessin (dates à préciser).

Vendredi 2 août 10h-19h : *Fête du livre d'occasion*.

Vendredi 2 août 20h30 : *Soirée poésie*.

Festival musical

Samedi 27 juillet 20h30 : *Les Oiseaux de passage*.

Mercredi 31 juillet 20h30 : *Nonidentifiés trio*.

Mercredi 7 août 20h30 : *Aldidmat*.

Samedi 10 août 20h30 : *Duo Marie Crouzeix - Daniel Perez*.



Librairie champêtre libertaire
Château de Ligoure Le Vigen 87
samedi 25 & dimanche 26 mai 2019
Entrée libre
Possibilités d'hébergement et de restauration.
Modalités d'organisation & programmes sur le site :
<https://ciralimousin.ficedl.info>

9-10-11 août 2019
Les Bure'lesques

BONNE NOUVELLE N°1
Il n'y a pas de déchets atomiques à BURE, Meuse/Haute-Marne. Le projet de mégapoubelle nucléaire Cigéo est toujours ni autorisé, ni validé et pas du tout crédible...

BONNE NOUVELLE N°2
Cette année, on remet le couvert, on prépare la prog, on envoie des invitations tous azimuts, on sort les chapiteaux et les grandes marmites. On concocte la seconde édition du festival comme promis !

AU PROGRAMME
Spectacles, conférences, concerts, projections et info

Ce festival de résistance contre le projet de grosse poubelle atomique est porté par un collectif d'habitants-es, de sympathisants-es et d'associations. Rejoignez-nous !

Pour le moment, réservez ces dates :
les infos détaillées arriveront avec le printemps...
www.burefestival.org

RESTAURATION PEUX LIBRE / CAMPING
À QUELQUES KM DE BURE (55) - WWW.BUREFESTIVAL.ORG



Les Jardins-Jeudis et les Lundis littéraires de la Spouze - juillet-août 2019

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon 05 55 62 20 61 ou 06 44 05 47 80

Spectacles tout public à 21 heures, participation libre.

Les Jardins Jeudis

11 juillet : *Christian Pacoud chante Valère Novarina* avec deux interprètes du Théâtre de la Colline.

18 juillet : *Astahoug*, chansons accompagnées de piano et guitare.

28 juillet : *Hommage à Jean Ferrat* par Francesca Solleville.

1^{er} août : *Kara-Toque* : Karaoké avec Tonio Matias (accordéon) et François Mosnier (guitare). Spectacle payant : 5€.

8 août : *Concert de musique baroque des XVI^e et XVII^e siècles* ; orgue et flûte, par Pauline Cazier et Sébastien Maigne

15 août : *Le Bruit de la musique : Radio Tweets* par Ute Wassermann & Birgit Ulher (Allemagne), trompette et voix.

22 août : *Soirée hommage au conteur Bernard Brun*, textes de Gaston Couté et Boris Vian.

29 août : *Chansons de Jacques Brel* par Isabelle Tourbier et Herbé.

Les Lundis littéraires

15 juillet : *Bernard Pinet : le citoyen Larue*, de Chantegrue, commune de la Celle-sous-Gouzon, mort sur la Berezina (avec vidéoprojection).

22 juillet : *Karl Marx, le retour*, pièce de théâtre d'Howard Zinn.

29 juillet : *Marc Bloch : Les rois thaumaturges*, lecture spectacle.

5 août : *Discours croisés : Camus - La Boétie*, lecture spectacle.

12 août : *Le Chemin de plaine d'Ernest Perochon* par le conteur Jean-Claude Bray.

19 août : *Le Cousin Turquet, naturaliste creusois dans l'Antarctique* (mission Charcot 1903) par Daniel Dayen (avec vidéo-projection).

26 août : *Textes du Curé Meslier*, lecture spectacle.

Expositions

Fabienne Cinquin, œuvres récentes.

Mail art : 80 cartes postales différentes et dûment affranchies par Rémy Penart.



Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, à Aubusson, du jeudi au samedi à partir de 18 heures, spectacle à 20 h 30
Extraits du programme de février-mars

Les jeudis, le bar est ouvert de 19 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. En mai les œuvres de Marie-Claude Bazilier-Absi, en juin celles de Martho Mu (Tho).

Jeudi 2 mai : *Sac à malice*. Scène ouverte.

Vendredi 3 mai : *Un voyage en terre promise*. Conférence par Ehud Troim.

Samedi 4 mai : 10h-13h et 14h30-17h30 : *Atelier couture*.

20h30 : *Azulie*. Chorale, ensemble vocal féminin.

Du 8 au 11 mai « Semana Quilombo »

Mercredi 8 mai 15h30 : *La Légende du Tatou musicien*. Conte par la Cie la Mallette. Spectacle pour enfants à partir de 3 ans. Avec Adrian Giovinatti (marionnettiste) et Daniel Pérez (musique).

Jeudi 9 mai : *Yerba Mala*. Film documentaire du Colectivo 7.

Vendredi 10 mai : *Cortometrajes*. Sélection de court métrages d'Amérique latine.

Samedi 11 mai 15h : *Atelier « Livres en carton »*.

20h30 : *Concierto ciego (concert aveugle)* avec Marie Crouzeix, Daniel Perez et invités surprise.

Vendredi 17 mai : *Dans quel pays voulons-nous vivre ?* Projets nuisibles et chemins de traverse. Soirée débat proposée par Stopmines23 et Creuse-Citron.

Samedi 18 mai : *Soirée des Chansons Celtiques*. Avec Anna Boulic (harpe et voix) et Derek Martin (guitare, mandoline et voix).

Vendredi 24 mai : *Chansons de saison* par Françoise Hautfemme.

Samedi 25 mai : *La Folie Macroton*. Pièce de théâtre écrite et lue par Cécile Duval.

Vendredi 31 mai : *Anna Truc et l'enfant de la misère*. Théâtre. Pièce de Philippe Gauthier par la Cie En avant marche. Avec Amélie Rouffanche et Alexandra Teracher, mise en scène de Philippe Lopes.

Samedi 1er juin 10h-13h et 14h30-17h30 : *Atelier couture*.

20h30 : *Soirée Black out*. Rencontre-dédicace avec les auteurs de la maison d'édition Black-out, lectures, performances.

Vendredi 7 juin : *Compagnie Be'ding Bedingue*. Théâtre d'improvisation.

Samedi 8 juin : *Sang Conteste*. Concert avec Daniel (guitare, chant), Jessica (chant, kazoo, tambourin).

Dimanche 9 juin 10h-17h : Lulette Agile, atelier d'impro vocale. Inscriptions : la.lulette@orange.fr ou 06 62 72 63 60.

Vendredi 14 juin : *Duo Eva*. Bal trad.

Samedi 15 juin : *Le Septuor*. Ensemble vocal à cordes frappées avec Lise et Catharina (soprani), Marie et Marion (alti), Antoine (ténor), Marius (basse) et Erwin (basse et cordes frappées).

Vendredi 21 juin : *Fête de la musique. Le Bœuf à malice*. Scène ouverte.

Samedi 22 juin : *Chœur de chauffe*. Chorale.

Vendredi 28 juin : *Spoil the Dance en concert – 3e visite*. Chansons et musiques irlandaises, écossaises, et plus, avec Gaynor Brook (chant), Sally Gay (flûtes), Charlie Smallwood (mandoline, cistre, guitare), Steve Brook (guitare, bouzouki).

Samedi 29 et dimanche 30 juin 10h-17h : *Stage de théâtre Par Cécile Duval et Marie Lopes*, comédiennes et metteuses en voie/x du Théâtre d'Or. Renseignements/inscriptions : 06 34 41 87 93 - theatedor.contact@gmail.com

Samedi 29 juin : *Et nous serons debout*. Poésie en musique.

Poèmes de Marcelle Delpastre dits en musique (accordéon), en français et en occitan par Marie-Laure Fraysse.



Le n°s de Casse-Rôles vient de paraître

Au sommaire, entr'autres

- Bordeaux : violence d'État contre les femmes.
- La ligue du LOL : un sexisme irrépressible ?
- Le prix de la femme d'influence : quésaco ?
- Femmes tuées en 2019, et les mortes dans la rue.
- Femmes troubadours et conseils de lecture pour petites et grandes..

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue
Au Fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier

Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue

Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue

Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix

Auzances : sur le marché *Boulangerie Enrico et Sophie*

Bénévent l'Abbaye : Bar *Le Père tranquille*

Bourganeuf : *Maison de la presse*

Boussac bourg : *Ferme Chauveix*

Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*

Chambon-sur-Voueize : Bar *Le bistrot d'autrefois*

Dun-le-Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*

Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Ressourcerie *Le Monde allant vers*

Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*

Ressourcerie *Court-circuit*

Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Gargilasse-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*

Guéret :

Coop des champs, rue de Lavilatte

Bar de la Poste, rue Martinet

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant

La Souterraine : *Le Panier du coin*

Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte

CIRA, 64, rue de la Révolution

Montluçon :

Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame

Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges

Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*

St-Junien-les-Combes : Lieu associatif *Comme une fleur sur la soupe*

St-Sulpice-le-Guérotois : *Le Caméléon café*,

Claverolles

Sardent : Épicerie *Vival*

Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante

Le Temps des cerises

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : creuse-citron@legtux.org

Impression : Espace Copie Plan, Guéret



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.